

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

ABONNEMENTS	Lois et décrets			Débats à l'Assemblée nationale	Bulletin Officiel Ann. march. pub. Régistre de Commerce	REDACTION ET ADMINISTRATION DIRECTION
	Trois mois	Six mois	Un an	Un an	Un an	
Algérie .....	8 Dinars	14 Dinars	24 Dinars	20 Dinars	15 Dinars	<b>Abonnements et publicité</b> <b>IMPRIMERIE OFFICIELLE</b> 9, rue Trolier, ALGER Tél. : 66-81-49, 66-80-96 C.C.P. 3200-50 - ALGER
Etranger .....	12 Dinars	20 Dinars	35 Dinars	20 Dinars	28 Dinars	

Le numéro 0,25 Dinar. — Numéro des années antérieures : 0,30 Dinar. Les tables sont fournies gratuitement aux abonnés.  
 Prière de joindre les dernières bandes pour renouvellements et réclamations — Changement d'adresse ajouter 0,30 Dinar  
 Tarif des insertions : 2,50 Dinars la ligne

### SOMMAIRE

#### DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

##### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

*Décret n° 65-95 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Président de la République, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 362.*

*Décret n° 65-96 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Président de la République, ministre de l'intérieur par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 369.*

*Décret n° 65-97 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 372.*

*Décret n° 65-98 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Vice-Président du Conseil par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 374.*

*Décret n° 65-99 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la justice, garde des sceaux, par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 375.*

*Décret n° 65-100 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'industrie et de l'énergie par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 377.*

*Décret n° 65-101 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 380.*

*Décret n° 65-102 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales, par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 384.*

*Décret n° 65-103 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des affaires étrangères par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 388.*

*Décret n° 65-104 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'éducation nationale, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 390.*

*Décret n° 65-105 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 394.*

*Décret n° 65-106 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la reconstruction et de l'habitat par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 398.*

*Décret n° 65-107 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre du travail par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 400.*

*Décret n° 65-108 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la jeunesse et des sports par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 402.*

*Décret n° 65-109 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la réforme administrative et de la fonction publique par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 405.*

*Décret n° 65-110 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre du tourisme par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 406.*

*Décret n° 65-111 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des habous par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 408.*

*Décret n° 65-112 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 410.*

*Décret n° 65-113 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget annexe des irrigations par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 414.*

## SOMMAIRE (suite).

Décret n° 63-114 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget annexe de l'eau potable et industrielle par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, p. 415.

## AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis des 31 mars et 10 avril 1965 relatifs à des demandes de concessions de gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux, p. 417.

Marchés. — Appels d'offres, p. 422.

## DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Décret n° 65-95 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Président de la République, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil.

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

## Dérète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Président de la République, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 susvisée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

Répartition par chapitre des crédits ouverts  
par la loi de finances pour 1965 au Président  
de la République

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
SERVICES CENTRAUX		
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1 <sup>re</sup> Partie		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale — Services du Président de la République Rémunérations principales .....	561.339
31-02	Administration centrale — Services du Président de la République — Indemnités et allocations diverses .....	48.676
31-03	Administration centrale. — Direction générale de la législation. — Rémunérations principales .....	708.252
31-04	Administration centrale. — Direction générale de la législation. — Indemnités et allocations diverses .....	58.500
31-31	Direction de l'administration générale. — Rémunérations principales ..	3.108.696
31-32	Direction de l'administration générale. — Indemnités et allocations diverses .....	202.060
31-35	Direction des transmissions nationales. — Rémunérations principales.	5.452.530
31-36	Direction des transmissions nationales. — Indemnités et allocations diverses .....	282.069
31-41	Direction du chiffre. — Rémunérations principales .....	1.300.000
31-42	Direction du chiffre. — Indemnités et allocations diverses .....	23.010
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie.....		11.745.122

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite</i>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	1.500.000
33-92	Prestations facultatives .....	18.000
33-93	Sécurité sociale .....	385.000
	<b>Total de la 3<sup>e</sup> Partie.....</b>	<b>1.903.000</b>
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale - Services du Président de la République — Remboursement de frais .....	1.069.948
34-02	Administration centrale — Services du Président de la République — Matériel et fonctionnement des services .....	10.000
34-03	Administration centrale. — Direction générale de la législation. — Remboursement de frais ... ..	18.000
34-04	Administration centrale — Direction générale de la législation — Maté- riel et fonctionnement des services .....	45.000
34-05	Administration centrale. — Direction générale de la législation. — Bibliothèque .....	130.000
34-14	Remboursement du service social .....	132.196
34-31	Palais du Peuple et villas annexes — Palais du Gouvernement — Maté- riel et fonctionnement .....	690.000
34-32	Direction de l'administration générale. — Matériel et fonctionnement des services .....	330.000
34-34	Fonctionnement du bureau d'études économiques .....	400.000
34-35	Direction des transmissions nationales. Remboursement de frais ..	150.000
34-36	Direction des transmissions nationales. — Matériel .....	4.000.000
34-41	Direction du chiffre. — Remboursement de frais .....	45.000
34-42	Direction du chiffre. — Matériel et fonctionnement des services ....	220.000
34-74	Personnel temporaire. — Salaires et accessoires de salaires .....	1.860.000
34-91	Parc automobile .....	1.000.000
34-92	Charges immobilières .....	90.000
34-93	Administration générale — Remboursement de frais .....	110.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-94	Groupement de liaison — Fonctionnement .....	700.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	11.000.144
	5 <sup>e</sup> Partie	
	..... <i>Travaux d'entretien</i> .....	
35-01	Travaux d'entretien . ....	1.560.715
	7 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Fonds spéciaux : .....	11.000.000
37-93	Manifestations et fêtes nationales .....	419.151
	Total de la 7 <sup>e</sup> Partie .....	11.419.151
	Total du Titre III.....	37.628.132
TITRE VIII		
DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES		
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-01	Œuvres sociales de la Présidence de la République .....	50.000
	Total pour les services centraux .....	37.678.132
DIRECTION GENERALE DES FINANCES		
MOYENS DES SERVICES		
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	3.873.108

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	108.160
31-03	Corps d'inspection et de contrôle. — Rémunérations principales .....	100.355
31-04	Corps d'inspection et de contrôle. — Indemnités et allocations diverses .....	1.500
31-11	Trésor — Rémunérations principales .....	6.576.900
31-12	Trésor — Indemnités et allocations diverses .....	250.000
31-21	Douanes — Rémunérations principales .....	13.076.730
31-22	Douanes — Indemnités et allocations diverses .....	411.100
31-31	Service des impôts — Rémunérations principales .....	34.546.050
31-32	Service des impôts — Indemnités et allocations diverses .....	1.807.020
31-35	Topographie — Organisation foncière — Rémunérations principales ..	1.207.040
31-36	Topographie — Organisation foncière — Indemnités et allocations diverses .....	6.000
31-71	Services communs et services divers. — Rémunérations principales ..	2.491.580
31-72	Services communs et services divers. — Indemnités et allocations diverses	269.780
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	200.000
31-93	Primes de rendement aux personnels des administrations financières ..	100.000
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....		66.025.323
3 <sup>e</sup> Partie		
Personnel en activité et en retraite		
Charges sociales		
33-91	Prestations familiales .....	9.215.000
33-92	Prestations facultatives .....	50.000
33-93	Sécurité sociale .....	2.172.510
Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....		11.437.510
4 <sup>e</sup> Partie		
Matériel et fonctionnement des services		
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	267.920
34-02	Administration centrale — Matériel .....	306.047
34-03	Services extérieurs — Remboursement de frais .....	3.339.770
34-04	Services extérieurs — Matériel .....	7.554.210
34-05	Budget — Impression et publication .....	68.540
34-91	Parc automobile .....	744.500
34-92	Loyers .....	1.341.180
Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....		13.622.167

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>5<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-91	Administration de la direction générale des finances — Travaux d'entretien .....	885.000
	Total de la 5 <sup>ème</sup> Partie .....	885.000
	<b>7<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-42	Dépenses incombant à l'ancien service des sequestres .....	mémoire
37-91	Frais d'escompte sur coupe de bois .....	mémoire
37-93	Frais de contrôle des divers organismes et assemblées relevant du service du crédit .....	mémoire
37-94	Représentation de l'Etat dans les conseils d'administration des sociétés.	mémoire
	Total de la 7 <sup>e</sup> Partie .....	mémoire
	Total du Titre III .....	90.970.000
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action économique — Encouragements et interventions</i>	
44-91	Institutions de coopération et de crédit populaire. — Subventions aux banques populaires et aux institutions de crédit ou de coopération ..	mémoire
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-61	Œuvres sociales intéressant les personnels des finances et leurs familles	30.000
	Total pour la direction générale des finances .....	91.000.000
	<b>DIRECTION GENERALE DE L'INFORMATION</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.656.154
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	82.200
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....	1.738.354

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Personnel — Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	150.000
33-92	Prestations facultatives .....	2.000
33-93	Sécurité sociale .....	136.290
	Total de la 3ème partie .....	288.290
	<b>4ème Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	144.000
34-02	Administration centrale — Matériel .....	195.208
34-03	Fonctionnement des services de presse .....	680.000
34-13	Diffusion locale de documents .....	33.000
34-91	Parc automobile .....	150.400
34-92	Charges immobilières .....	5.000
	Total de la 4ème partie .....	1.207.608
	<b>7ème Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Dépenses diverses .....	200.665
	Total de la 7ème partie .....	200.665
	Total du titre III .....	3.434.917
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Subvention de fonctionnement à la R.T.A. ....	10.500.000
43-02	Subvention à l'agence « Algérie Presse Service » .....	4.600.000
43-03	Subvention aux Actualités algériennes .....	67.439
43-04	Subventions diverses .....	4.296.229
43-05	Subvention au Théâtre national algérien .....	mémoire
	Total du Titre IV .....	19.463.668
	Total pour la direction générale de l'information .....	22.898.585
	<b>A. — DIRECTION GENERALE DU PLAN ET DES ETUDES ECONOMIQUES</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1ère Partie</b>	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-21	Direction générale du plan et des études économiques — Rémunérations principales .....	2.503.000
31-22	Direction générale du plan et des études économiques — Indemnités et allocations diverses .....	97.000
	Total de la 1ère Partie .....	2.600.000
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	200.000
33-92	Prestations facultatives .....	mémoire
33-93	Sécurité sociale .....	100.000
	Total de la 3ème Partie .....	300.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-21	Direction générale du plan et des études économiques. — Remboursement de frais .....	100.000
34-22	Direction générale du plan et des études économiques — Matériel et fonctionnement des services .....	758.000
34-91	Parc automobile .....	52.500
34-92	Loyers. ....	67.800
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	978.300
	Total du Titre III.....	3.878.300
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Interventions publiques et administratives</i>	
41-21	Subventions aux associations coopérant aux activités du plan .....	20.000
	Total pour le plan et les études économiques .....	3.898.300
	<b>B. — COMMISSARIAT A LA FORMATION PROFESSIONNELLE</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-51	Commissariat à la formation professionnelle — Rémunérations principales .....	708.315
31-52	Commissariat à la formation professionnelle — Indemnités et allocations diverses .....	26.000
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie.....	734.315
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	100.000
33-92	Prestations facultatives .....	mémoire
33-93	Sécurité sociale .....	15.000
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie.....	115.000
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-51	Commissariat à la formation professionnelle — Remboursement de frais .....	15.000
34-52	Commissariat à la formation professionnelle — Matériel et fonctionnement des services .....	65.000
34-91	Parc automobile .....	30.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	110.000
	Total du Titre III.....	959.315
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-41	Interventions diverses .....	150.000
	Total pour le commissariat à la formation professionnelle .....	1.109.315
	Total général pour la direction générale du plan et des études économiques et du commissariat à la formation professionnelle .	5.007.615



Décret n° 65-96 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Président de la République, ministre de l'intérieur par la loi de finances pour 1963, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi de finances n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Président de la République, ministre de l'intérieur, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Président de la République, ministre de l'intérieur

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1 <sup>re</sup> Partie		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.531.601
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	203.413
31-03	Inspection générale de l'administration. — Rémunérations principales.	mémoire
31-11	Administration préfectorale. — Rémunérations principales .....	2.552.532
31-12	Administration préfectorale. — Indemnités et allocations diverses.....	288.945
31-21	Administration départementale. — Rémunérations principales.....	22.533.613
31-22	Administration départementale. — Indemnités et allocations diverses..	968.492
31-31	Sûreté nationale. — Rémunérations principales .....	99.800.000
31-32	Sûreté nationale. — Indemnités et allocations diverses .....	16.800.000
31-33	Sûreté nationale. — Personnel technique et services annexes. — Rémunérations principales .....	2.000.000
31-35	Corps national de sécurité. — Rémunérations principales .....	25.034.884
31-36	Corps national de sécurité. — Indemnités et allocations diverses.....	1.870.469
31-37	Corps national de sécurité. — Personnel technique et services annexes. — Rémunérations principales .....	2.334.527
31-41	Protection civile. — Rémunérations principales .....	277.838
31-42	Protection civile. — Indemnités et allocations diverses.....	30.000
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
31-94	Rémunérations des fonctionnaires en congé d'expectative .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....		176.226.314

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite</i>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	22.095.634
33-92	Prestations facultatives .....	265.900
33-93	Sécurité sociale .....	5.123.524
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....	27.425.058
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	234.441
34-02	Administration centrale. — Matériel .....	159.300
34-03	Inspection générale de l'administration. — Remboursement de frais .....	mémoire
34-11	Administration préfectorale. — Remboursement de frais .....	892.315
34-21	Administration départementale. — Remboursement de frais .....	983.110
34-22	Administration départementale. — Matériel .....	157.000
34-23	Conseils régionaux — Fonctionnement .....	mémoire
34-31	Sûreté nationale. — Remboursement de frais .....	7.000.000
34-32	Sûreté nationale. — Matériel .....	8.006.000
34-33	Corps national de sécurité. — Remboursement de frais .....	3.760.000
34-34	Corps national de sécurité. — Matériel .....	6.624.000
34-41	Protection civile. — Remboursement de frais .....	54.500
34-42	Protection civile. — Matériel .....	703.324
34-91	Parc automobile .....	12.355.000
34-92	Charges immobilières .....	1.000.000
34-93	Remboursement à diverses administrations .....	mémoire
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	41.919.490
	<b>5<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-91	Immeubles administratifs — Travaux d'entretien et réparations .....	2.400.000
	Total de la 5 <sup>e</sup> partie .....	2.400.000
	<b>6<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-21	Subventions au département de Grande Kabylie pour le fonctionnement du centre d'études régionales de Tizi-Ouzou .....	mémoire
	Total de la 6 <sup>e</sup> partie .....	mémoire
	<b>7<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-21	Dépenses des élections .....	mémoire
37-22	Dépenses d'organisation de « l'Achaba » .....	20.000
37-23	Dépenses d'état civil .....	1.228.849

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
37-31	Sûreté nationale. — Dépenses diverses .....	3.454.000
37-41	Pensions aux sapeurs pompiers non professionnels victimes d'accidents en service commandé .....	6.638
37-42	Protection civile. — Dépenses exceptionnelles .....	70.000
37-43	Protection civile. — Fonctionnement de l'unité d'instruction et de ren- forcement .....	1.090.000
87-91	Frais de contentieux et de réparations civiles .....	mémoire
37-92	Emploi de fonds provenant de legs ou de donations .....	mémoire
	Total de la 7 <sup>e</sup> Partie .....	5.869.487
	Total du Titre III .....	253.840.349
	<b>TITRE IV</b> <b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	1 <sup>re</sup> Partie <i>Interventions publiques et administratives</i>	
46-01	Participation aux dépenses des services d'incendie et de secours .....	mémoire
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....	mémoire
	6 <sup>e</sup> Partie <i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-91	Transport gratuit des indigents algériens .....	879.651
46-92	Secours d'extrême urgence aux victimes des calamités publiques ....	mémoire
	Total de la 6 <sup>e</sup> partie .....	879.651
	Total du Titre IV .....	879.651
	<b>TITRE VII</b> <b>REPARATIONS DES DOMMAGES</b>	
	2 <sup>e</sup> Partie <i>Dommages causés par la guerre</i>	
72-02	Contribution de l'Etat à la réparation des dommages prévus par les articles 106 à 109 de la loi du 5 avril 1884 modifiée par la loi du 18 avril 1914 .....	mémoire
	Total de la 2 <sup>e</sup> me Partie .....	mémoire
	Total du Titre VII .....	mémoire
	<b>TITRE VIII</b> <b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	1 <sup>re</sup> Partie <i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-01	Œuvres sociales de l'administration centrale .....	40.000
81-21	Œuvres sociales des préfectures .....	160.000
81-31	Œuvres sociales de la sûreté nationale .....	50.000
81-32	Œuvres sociales du Corps national de sécurité .....	80.000
81-33	Œuvres sociales du personnel de la protection civile .....	mémoire
	Total de la 1 <sup>ère</sup> Partie .....	280.000
	Total du Titre VIII .....	280.000
	Total pour la Présidence de la République, ministère de l'Intérieur .....	255.000.000

Décret n° 65-97 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Vice-Président du Conseil, ministre de la défense nationale

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENSE DES ARMES ET DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<b>Personnel. — Rémunérations d'activité</b>		
31-01	Etat-Major général — Administration centrale — Rémunérations principales .....	5.254.046
31-02	Etat-Major général — Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	1.115.000
31-11	Gendarmerie — Solde des personnels militaires .....	44.953.975
31-12	Gendarmerie — Indemnités et allocations diverses .....	4.510.527
31-21	Soldes des personnels militaires .....	189.064.405
31-22	Indemnités des personnels militaires .....	13.252.710
31-31	Traitements et salaires des personnels civils des services extérieurs ....	12.481.790
31-41	Services communs — Traitement du personnel .....	201.358
31-42	Services communs — Indemnités et allocations diverses .....	20.000
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie.....		270.853.811
<b>2<sup>e</sup> Partie</b>		
<b>Entretien du personnel</b>		
32-01	Administration centrale des armées — Remboursement de frais .....	500.000
32-11	Gendarmerie nationale — Transport et déplacement .....	300.000
32-12	Gendarmerie nationale — Chauffage et éclairage .....	150.000
32-21	Alimentation de la troupe .....	40.697.500
32-22	Habillement, campement, couchage .....	21.949.250
32-23	Troupe : eau, chauffage, éclairage, entretien .....	8.760.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
32-24	Matériel de cuisine et subsistance .....	6.496.000
32-25	Personnel militaire — Transport et déplacement .....	7.000.000
32-61	Service de santé — Entretien et habillement .....	1.000.000
32-84	Postes permanents à l'étranger .....	480.000
	Total de la 2 <sup>e</sup> Partie .....	87.332.750
	3 <sup>e</sup> Partie <i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	15.000.000
33-92	Prestations facultatives .....	20.000
33-93	Sécurité sociale .....	6.500.000
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie.....	21.520.000
	4 <sup>e</sup> Partie <i>Matériel et fonctionnement des armes et services</i>	
34-01	Administration centrale — Matériel et fonctionnement .....	1.000.000
34-02	Administration centrale — Parc automobile .....	325.000
34-04	Services financiers .....	469.000
34-05	Commissariat politique .....	800.000
34-06	Instruction .....	1.000.000
34-07	Sécurité militaire .....	500.000
34-11	Gendarmerie nationale .....	1.500.000
34-21	Intendance .....	1.000.000
34-41	Service du matériel .....	65.000.000
34-42	Transmissions .....	5.000.000
34-51	Centre hippique et camelidés .....	400.000
34-61	Service de santé .....	2.000.000
34-71	Marine .....	2.000.000
34-81	Aviation .....	3.000.000
34-92	Loyers .....	mémoire
34-93	Liaisons postales, télégraphiques et téléphoniques .....	1.000.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	84.994.000
	5 <sup>e</sup> Partie <i>Travaux d'entretien</i>	
35-21	Génie — Masse et matériel .....	23.000.000
	Total de la 5 <sup>e</sup> Partie.....	23.000.000
	7 <sup>e</sup> Partie <i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Dépenses exceptionnelles .....	2.000.000
37-21	Contentieux réparations civiles .....	200.000
37-93	Participation à diverses dépenses militaires .....	100.000
	Total de la 7 <sup>e</sup> Partie.....	2.300.000
	TITRE IV INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6 <sup>e</sup> Partie <i>Action sociale, assistance et solidarité</i>	
46-31	Délégation de solde d'office aux ayants-cause des militaires tués ou disparus .....	mémoire
	Total pour la Vice-Présidence du Conseil, ministère de la défense nationale .....	490.000.561

Décret n° 65-98 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au Vice-Président du Conseil par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965, n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Vice-Président du Conseil, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le Vice-Président du Conseil est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au Vice-Président du Conseil

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>TITRE III</b>	
	<b>1ère Partie</b>	
	<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Rémunérations principales .....	172.000
31-02	Indemnités et allocations diverses .....	20.000
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
	Total de la 1ère Partie .....	192.000
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite</i>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-01	Prestations familiales .....	25.000
33-92	Prestations facultatives .....	500
33-93	Sécurité sociale .....	9.500
	Total de la 3ème Partie .....	35.000
	<b>4ème Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Remboursement de frais .....	20.000
34-02	Matériel et fonctionnement des services .....	25.000
34-91	Parc automobile .....	34.000
34-92	Loyers .....	20.000
	Total de la 4ème Partie .....	99.000
	Total pour la Vice-Présidence du Conseil .....	326.000

Décret n° 65-99 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la justice, garde des sceaux, par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la justice, garde des sceaux, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de la justice, garde des sceaux, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la justice, garde des sceaux

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	724.000
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	96.000
31-03	Administration centrale — Personnel rémunéré sous forme d'indemnité ..	20.000
31-11	Services judiciaires — Rémunérations principales .....	14.000.000
31-12	Services judiciaires — Indemnités et allocations diverses .....	1.036.000
31-13	Services judiciaires — Personnel rémunéré sous forme d'indemnités ..	66.000
31-21	Services pénitentiaires — Rémunérations principales .....	9.000.000
31-22	Services pénitentiaires — Indemnités et allocations diverses .....	650.000
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
<b>Total de la 1<sup>re</sup> Partie</b> .....		<b>25.592.000</b>
<b>3<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite</i>		
<i>Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	5.793.000
33-92	Prestations facultatives .....	40.000
33-93	Sécurité sociale .....	1.250.000
33-94	Versement forfaitaire sur les traitements et salaires .....	mémoire
<b>Total de la 3<sup>e</sup> Partie</b> .....		<b>7.083.000</b>
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	80.000
34-02	Administration centrale. — Matériel .....	165.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-11	Services judiciaires — Remboursement de frais .....	480.000
34-12	Services judiciaires — Matériel .....	865.000
34-21	Services pénitentiaires — Remboursement de frais .....	90.000
34-22	Services pénitentiaires — Matériel .....	325.000
34-23	Services pénitentiaires — Entretien et rémunération des détenus .....	4.000.000
34-91	Parc automobile .....	300.000
34-92	Loyers .....	200.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	6.505.000
	5 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-91	Bâtiments — Entretien et réparations .....	600.000
	Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....	600.000
	7 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-13	Services judiciaires — Frais de justice criminelle et frais judiciaires .....	200.000
	Total de la 7 <sup>ème</sup> Partie .....	200.000
	Total du Titre III .....	39.980.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	6 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Action sociale - Assistance et solidarité</i>	
46-21	Services pénitentiaires - Interventions diverses .....	10.000
	Total du titre IV .....	10.000
	TITRE VIII	
	DEPENSES EFFECTUEES SUR RESSOURCES AFFECTEES	
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-21	Œuvres sociales des services pénitentiaires .....	10.000
	Total pour le ministère de la Justice .....	40.000.000



Décret n° 65-100 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'industrie et de l'énergie par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de l'industrie et de l'énergie y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'industrie et de l'énergie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

ETAT A

Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances  
pour 1965 au ministre de l'industrie et de l'énergie

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	2.883.249
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	234.000
31-11	Services extérieurs — Rémunérations principales .....	2.902.709
31-12	Services extérieurs — Indemnité et allocations diverses .....	141.600
31-13	Centre de Miliana pour l'éducation professionnelle des agents de maîtrise de l'industrie minière. — Rémunérations principales .....	mémoire
31-21	Direction de l'industrialisation — Rémunérations principales .....	mémoire
31-22	Direction de l'industrialisation — Indemnités et allocations diverses ..	mémoire
31-41	Direction de l'énergie et des carburants. — Rémunérations principales.	mémoire
31-42	Direction de l'énergie et des carburants. — Indemnités et allocations diverses .....	mémoire
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie.....		6.161.558

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>3° Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite</i>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales . . . . .	800.000
33-92	Prestations facultatives . . . . .	10.560
33-93	Sécurité sociale . . . . .	209.200
	Total de la 3° Partie.....	1.019.760
	<b>4° Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais . . . . .	340.000
34-02	Administration centrale — Matériel et frais généraux . . . . .	190.000
34-03	Services extérieurs — Remboursement de frais . . . . .	195.000
34-04	Services extérieurs — Matériel . . . . .	365.000
34-91	Parc automobile . . . . .	200.000
34-92	Loyers . . . . .	150.000
	Total de la 4° Partie.....	1.440.000
	<b>5° Partie</b>	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-31	Entretien et réparations des immeubles administratifs . . . . .	400.000
	<b>7° Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-11	Indemnités aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs . . . . .	60.000
	Total du Titre III.....	9.081.318
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>3ème Partie</b>	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Bourses aux élèves des mines . . . . .	10.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action économique. — Encouragements et interventions</i>	
44-02	Participation de l'Etat aux charges du fonds de soutien des hydrocarbures . . . . .	300.000
44-03	Participation de l'Etat au fonds de garantie des banques populaires pour les opérations d'aide aux industries de la pêche . . . . .	mémoire
44-04	Aide exceptionnelle à certaines entreprises minières . . . . .	mémoire
44-05	Recherches et études scientifiques — Energie solaire et géologie sous-marine . . . . .	mémoire
44-06	Subvention pour fonctionnement du B.A.R.E.M. . . . .	600.000
44-22	Subvention aux entreprises d'intérêt national . . . . .	mémoire
44-23	Subvention pour fonctionnement du Bureau algérien des pétroles (B.A.P.) . . . . .	mémoire
44-24	Subvention pour fonctionnement du Bureau d'études et de réalisations industrielles et minières (B.E.R.I.M.) . . . . .	1.000.000
44-25	Subvention au centre africain des hydrocarbures et des textiles . . . . .	3.000.000
44-64	Dépenses en faveur de la productivité et de l'industrialisation . . . . .	mémoire
44-66	Subvention aux houillères du Sud-Oranais . . . . .	3.000.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie . . . . .	7.900.000
	<b>6<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-42	Subvention à des organismes et œuvres d'intérêt national . . . . .	mémoire
	<b>7<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action sociale. — Prévoyance</i>	
47-91	Ouvriers et employés des mines de l'Algérie. — Secours et prévoyance . . . . .	3.400.000
	Total du Titre IV . . . . .	11.310.000
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-01	Œuvres sociales intéressant le personnel du ministère de l'industrie et de l'énergie . . . . .	mémoire
	Total pour le ministère de l'industrie et de l'énergie . . . . .	20.321.318

Décret n° 65-101 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

# Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de l'agriculture et de la réforme agraire

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	2.500.000
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	163.970
31-11	Services agricoles. — Rémunérations principales .....	5.620.000
31-21	Services vétérinaires. — Service de l'élevage et dépôts de reproducteurs. — Rémunérations principales .....	2.351.000
31-31	Etablissements d'enseignement agricole. — Rémunérations principales ..	1.600.000
31-41	Service de la recherche agronomique sociologique et d'économie rurale. — Rémunérations principales .....	1.000.000
31-51	Service de la répression des fraudes. — Rémunérations principales ....	600.000
31-61	Inspection des lois sociales en agriculture. — Rémunérations principales.	380.000
31-66	Agriculture. — Indemnités et allocations diverses .....	500.000
31-71	Forêts et D.R.S. — Rémunérations principales .....	10.007.950
31-72	Forêts et D.R.S. — Indemnités et allocations diverses .....	746.443
31-81	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Rémunérations principales .....	3.690.000
31-82	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Indemnités et allocations diverses .....	750.000
31-83	Ouvriers permanents du service du génie rural et de l'hydraulique agri- cole. — Salaires et accessoires de salaires .....	3.742.424
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....		33.651.787
<b>3<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite</i>		
<i>Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	4.498.400

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
33-92	Prestations facultatives .....	12.000
33-93	Sécurité sociale .....	825.000
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie.....	5.335.400
	 4 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	62.000
34-02	Administration centrale. — Matériel .....	270.102
34-04	Administration centrale. — Entretien des immeubles et logements....	22.370
34-12	Services agricoles. — Matériel .....	429.045
34-22	Services vétérinaires de l'élevage et dépôts de reproducteurs. — Matériel.	2.002.750
34-25	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole — Développement de l'enseignement professionnel .....	20.000
34-32	Etablissements d'enseignement agricole. — Matériel.....	2.088.600
34-33	Fonctionnement des centres de formation professionnelle agricole ....	730.125
34-34	Indemnités allouées aux stagiaires des centres de formation profession- nelle agricole .....	300.000
34-42	Service de la recherche agronomique, sociologique et d'économie rurale — Station d'aquiculture et de pêche. — Matériel .....	23.895
34-52	Services et laboratoires de la répression des fraudes. — Matériel.....	87.570
34-57	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Rembourse- ment de frais .....	320.186
34-58	Ouvriers permanents des cadres de maîtrise — Service du génie ru- ral .....	300.030
34-62	Inspection des lois sociales en agriculture. — Matériel .....	44.250
34-65	Bureau des études — Documentation — Revue de l'agriculture .....	82.305
34-66	Services de l'agriculture — Remboursement de frais .....	530.850
34-71	Forêts, défense et restauration des sols. — Remboursement de frais.	703.875
34-72	Forêts, défense et restauration des sols. — Matériel .....	302.581
34-73	Forêts, défense et restauration des sols. — Développement de la forma- tion professionnelle agricole .....	210.100
34-75	Fonctionnement de la garde supplétive forestière .....	12.086.596
34-82	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Matériel .....	709.325
34-83	Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Dépenses d'étu- des et de surveillance à la charge de l'Etat .....	95.580
34-91	— Parc automobile .....	2.835.786
34-92	Loyers .....	177.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	24.434.921

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>5<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Travaux d'entretien</i>		
35-65	Service de l'agriculture — Travaux d'entretien .....	1.913.550
35-71	Forêts, défense et restauration des sols — Travaux de réparations et entretien .....	965.535
35-72	Forêts, défense et restauration des sols — Fonctionnement des pépi- nières et travaux d'entretien dans les reboisements .....	1.429.793
35-73	Forêts, défense et restauration des sols — Exploitation des bois et lièges	mémoire
35-86	Service du gèrle rural et de l'hydraulique agricole — Travaux d'entre- tien de l'hydraulique et d'ouvrages divers .....	800.474
Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....		5.109.352
<b>6<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Subventions de fonctionnement</i>		
36-04	Participation de l'Etat aux dépenses du budget annexe des irrigations ..	700.000
36-41	Institut national de la recherche agronomique — Centre de recherches agronomiques, sociologiques et d'économie rurale .....	2.521.905
36-65	Subventions de fonctionnement à des établissements publics relevant de l'agriculture .....	7.883.535
Total de la 6 <sup>e</sup> Partie .....		11.105.440
<b>7<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Dépenses diverses</i>		
37-81	— Cantinés des centres de formation professionnelle agricole .....	462.900
37-91	— Dépenses relatives à la réglementation agricole ou forestière .....	7.788
Total de la 7 <sup>e</sup> Partie .....		470.688
Total du Titre III .....		80.107.588
<b>TITRE IV</b>		
<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>		
<b>3<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Action éducative et culturelle</i>		
43-31	— Enseignement agricole. — Formation des cadres .....	708.000
43-32	— Subventions aux foyers ruraux .....	mémoire
43-33	— Apprentissage agricole et horticole .....	49.502
Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....		757.502

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Action économique. — Encouragements et interventions</i>		
44-01	— Congrès. — Expositions et manifestations d'intérêt général .....	37.170
44-12	— Lutte antiacridienne et anticyptogamique .....	846.728
44-21	— Vulgarisation agricole .....	205.320
44-22	— Lutte contre les maladies animalés .....	383.205
44-23	— Subventions aux sociétés agricoles de prévoyance pour rémunérations des directeurs et des moniteurs de S.A.P. ....	10.385.564
44-24	— Subventions aux sociétés agricoles de prévoyance pour travaux et dépenses de fonctionnement des bureaux et véhicules des moniteurs de S.A.P. ....	744.064
44-25	— Subventions aux sociétés agricoles de prévoyance pour l'aide directe en faveur de leurs adhérents par l'intermédiaire de la Caisse centrale des sociétés agricoles de prévoyance (C.C.S.A.P.) .....	mémoire
44-26	— Accroissement de la productivité en agriculture .....	30.000
44-27	— Subventions à des organismes professionnels agricoles participant à la vulgarisation .....	49.826
44-28	— Encouragement à la production animale .....	106.200
44-32	— Encouragement aux cultures et productions nouvelles .....	mémoire
44-41	— Participation de l'Algérie aux dépenses de divers organismes nationaux .....	120.000
44-42	— Subventions aux organismes de crédit et de coopération agricole ..	65.597
44-43	— Participation de l'Etat aux sociétés de développement rural .....	mémoire
44-82	— Subventions en annuités pour travaux d'alimentation en eau potable et pour travaux hydrauliques .....	mémoire
44-83	— Service du génie rural et de l'hydraulique agricole. — Subventions et participation pour recherches et études .....	mémoire
Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....		12.973.674
<b>6<sup>e</sup> partie</b>		
<i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>		
46-51	— Prêts ou secours exceptionnels aux agriculteurs ou éleveurs victimes de sinistres imprévisibles .....	mémoire
46-52	— Allocations et bonifications d'intérêts. — Crédit agricole mutuel ..	mémoire
Total de la 6 <sup>e</sup> Partie .....		mémoire
Total du Titre IV .....		13.731.176
<b>TITRE VIII</b>		
<b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>		
81-75	— Œuvres sociales .....	30.000
Total du Titre VIII .....		30.000
Total du ministère de l'agriculture et de la réforme agraire.		93.868.764

Décret n° 65-102 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales, par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

#### Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

### ETAT A

#### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Personnel-Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	4.519.418
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	363.200
31-11	Services extérieurs de la santé publique et de la population — Rémunérations principales .....	12.492.940
31-12	Services extérieurs de la santé publique et de la population — Indemnités et allocations diverses .....	2.476.000
31-13	Service de la lutte contre les maladies et les épidémies et équipes d'action sanitaire de masse — Rémunérations principales .....	1.943.000
31-14	Etablissements hospitaliers — Rémunérations principales (coopération technique) .....	mémoire
31-21	Inspection des pharmacies — Rémunérations principales .....	mémoire
31-26	Etablissements d'enseignement médical supérieur. — Rémunérations principales .....	3.700.000
31-27	Etablissements d'enseignement médical supérieur. — Indemnités et allocations diverses .....	900.000
31-29	Services extérieurs de la sécurité sociale .....	mémoire
31-31	Contrôle sanitaire aux frontières — Rémunérations principales .....	217.000
31-33	Service de l'aide aux personnes âgées. — Rémunérations principales ..	480.000
31-34	Service de l'aide aux personnes âgées. — Indemnités et allocations diverses .....	mémoire
31-41	Ecoles d'enseignement du personnel de la santé publique — Rémunérations principales .....	907.000
31-43	Services extérieurs des anciens moudjahidine. — Rémunérations principales .....	2.263.700
31-44	Services extérieurs des anciens moudjahidine. — Indemnités et allocations diverses .....	mémoire
31-51	Ecole des jeunes sourds — Rémunérations principales .....	300.000
31-61	Ecole des aveugles — Rémunérations principales .....	461.000
31-81	Protection médicale des jeunes — Hygiène scolaire et universitaire — Rémunérations principales .....	1.000.770



CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
31-82	Protection médicale des jeunes — Hygiène scolaire et universitaire — Indemnités et allocations diverses .....	14.000
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....	32.028.028
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel en activité et en retraite.</i>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	1.972.000
33-92	Prestations facultatives ..	40.000
33-93	Sécurité sociale .....	1.000.000
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....	3.012.000
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	270.000
34-02	Administration centrale — Matériel et fonctionnement .....	2.318.000
34-11	Services extérieurs de la santé publique et de la population — Remboursement de frais ..	675.000
34-12	Services extérieurs de la santé publique et de la population — Matériel ..	400.000
34-13	Service de la lutte contre les maladies et les épidémies et équipes d'action sanitaire de masse. — Matériel et fonctionnement .....	2.600.000
34-21	Inspection des pharmacies. — Matériel et fonctionnement .....	mémoire
34-26	Etablissements d'enseignement médical supérieur — Remboursement de frais .....	50.000
34-27	Etablissements d'enseignement médical supérieur — Matériel et fonctionnement .....	577.000
34-31	Contrôle sanitaire aux frontières. — Matériel et fonctionnement ....	30.000
34-33	Service de l'aide aux personnes âgées. — Remboursement de frais ....	mémoire
34-34	Service de l'aide aux personnes âgées. — Matériel .....	mémoire
34-41	Etablissements d'enseignement de la santé publique — Matériel et fonctionnement ..	1.200.000
34-43	Services extérieurs des anciens moudjahidine — Remboursement de frais .....	15.000
34-44	Services extérieurs des anciens moudjahidine — Matériel et fonctionnement .....	400.000
34-51	Ecole des jeunes sourds. — Matériel et fonctionnement .....	118.000
34-61	Ecoles des aveugles. — Matériel et fonctionnement .....	140.000
34-64	Aménagement et fonctionnement des centres et foyers des pupilles de la nation .....	12.000.000
34-65	Aménagement et fonctionnement des centres de formation professionnelle et des ouvriers .....	270.000
34-71	Institut national de la santé publique — Matériel et fonctionnement ..	mémoire
34-81	Protection médicale des jeunes — Hygiène scolaire et universitaire — Remboursement de frais .....	mémoire
34-82	Protection médicale des jeunes — Hygiène scolaire et universitaire — Matériel et fonctionnement .....	65.000
34-91	Parc automobile ..	1.314.000
34-92	Loyers ..	200.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	22.642.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>5° Partie</b>	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Travaux d'entretien et de réparation des immeubles administratifs affectés ou rattachés à l'administration centrale .....	mémoire
35-11	Travaux d'entretien et de réparation des bâtiments de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales .....	720.000
35-12	Travaux de réparation et d'entretien des bâtiments de l'Institut Pasteur.	50.000
	<b>Total de la 5° Partie .....</b>	<b>770.000</b>
	<b>6° partie</b>	
	<i>Subvention et fonctionnement</i>	
36-21	Etablissements d'enseignement médical supérieur — Subvention de fonctionnement .....	mémoire
36-22	Participation au fonctionnement de l'université .....	40.000
36-31	Institut national de la santé publique — Subvention de fonctionnement	900.000
36-51	Centre d'œuvres pour étudiants en sciences médicales — Fonctionnement .....	450.000
	<b>Total de la 6° Partie .....</b>	<b>1.390.000</b>
	<b>7° Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-02	Congrès et missions .....	50.000
	<b>Total de la 7° Partie .....</b>	<b>50.000</b>
	<b>Total du Titre III .....</b>	<b>59.892.028</b>
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>2° Partie</b>	
	<i>Action Internationale</i>	
42-01	Contributions de l'Etat aux dépenses d'organismes internationaux ....	500
42-11	Assistance technique internationale en Algérie .....	21.829.318
	<b>Total de la 2° Partie .....</b>	<b>21.829.818</b>
	<b>3° Partie</b>	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-11	Subventions aux hôpitaux et établissements spécialisés pour la formation du personnel .....	40.000
43-41	Etablissement d'enseignement de la santé publique — Bourses .....	5.920.000
	<b>Total de la 3° Partie .....</b>	<b>5.960.000</b>

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>6<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-01	Frais d'hospitalisation à la charge de l'Etat .....	203.172.382
46-02	Fonctionnement de l'assistance médicale gratuite. — Participation de l'Etat .....	17.000.000
46-03	Enfants assistés et protection de l'enfance .....	10.501.644
46-04	Action en faveur des vieillards infirmes et incurables .....	3.000.000
46-05	Protection sociale des aveugles — Pensions et Allocations diverses ....	7.200.000
46-11	Aide aux populations par la distribution de denrées de première nécessité et de secours vestimentaires .....	40.000.000
46-12	Aide aux nécessiteux par la distribution de secours en espèces ou l'ouverture de chantiers de plein emploi .....	48.000.000
46-21	Œuvres sociales en faveur des étudiants .....	10.000
46-22	Allocations d'attente aux anciens moudjahidine et à leurs ayants-droit. — Pensions d'invalidité et allocations y rattachées. — Pensions des ayants-droit .....	255.271.210
46-23	Remboursement de frais aux anciens moudjahidine — Invalides .....	180.000
46-24	Appareillage des mutilés .....	500.000
	<b>Total de la 6<sup>e</sup> Partie .....</b>	<b>584.835.236</b>
	<b>7<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action sociale et prévoyance</i>	
47-11	Subventions aux centres de transfusion sanguine .....	116.000
47-12	Subventions aux laboratoires de recherches scientifiques .....	mémoré
47-13	Contributions aux dépenses de l'Institut Pasteur et à certaines préparations de cet organisme .....	1.000.000
	<b>Total de la 7<sup>e</sup> Partie .....</b>	<b>1.116.000</b>
	<b>Total du Titre IV .....</b>	<b>613.741.054</b>
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES EFFECTUEES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-31	Œuvres sociales du ministère de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales .....	1.400.000
	<b>Total du Titre VIII .....</b>	<b>1.400.000</b>
	<b>Total pour le ministère de la santé publique, des anciens moudjahidine et des affaires sociales .....</b>	<b>675.033.082</b>

Décret n° 5-103 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des affaires étrangères par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des affaires étrangères, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des affaires étrangères

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
TITRE III		
MOYENS DES SERVICES		
1 <sup>re</sup> Partie		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	5.166.214
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	778.819
31-11	Services à l'étranger. — Rémunérations principales et indemnités ....	9.610.278
31-12	Services à l'étranger — Frais de représentation et divers .....	2.700.000
31-91	Indemnités résidentielles .....	12.521.011
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....		30.776.322
3 <sup>e</sup> Partie		
<i>Personnel en activité et en retraite.</i>		
<i>Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	750.000
33-92	Prestations facultatives .....	55.701
33-93	Sécurité sociale .....	550.000
Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....		1.355.701

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	1.143.104
34-02	Administration centrale. — Matériel .....	974.400
34-03	Administration centrale — Frais de réception de personnalités étrangères et présents diplomatiques .....	170.000
34-11	Services à l'étranger. — Remboursement de frais .....	3.612.130
34-12	Services à l'étranger — Matériel .....	2.981.833
34-91	Parc automobile . . . . .	1.676.311
34-92	Loyers .....	1.368.689
34-94	Frais de correspondance, de courrier et de valises diplomatiques .....	1.290.000
Total de la 4 <sup>ème</sup> Partie .....		13.216.467
<b>5<sup>ème</sup> Partie</b>		
<i>Travaux d'entretien</i>		
35-11	Aménagement et ameublement des immeubles diplomatiques et consulaires .....	1.000.000
Total du Titre III .....		46.348.490
<b>TITRE IV</b>		
<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>		
<b>6<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Action sociale — Assistance et solidarité</i>		
46-91	Frais de rapatriement et d'assistance aux algériens malades et nécessiteux à l'étranger .....	759.175
Total de la 6 <sup>ème</sup> Partie .....		759.175
Total du Titre IV .....		759.175
Total pour le ministère des affaires étrangères.....		47.107.665

Décret n° 65-104 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de l'éducation nationale, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de l'éducation nationale, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation nationale est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de l'éducation nationale

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
Titre III		
MOYENS DES SERVICES		
1 <sup>re</sup> partie		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	2.314.824
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	148.000
31-11	Inspection et administration académique — Rémunérations principales .	7.035.143
31-12	Inspection et administration académique — Indemnités et allocations diverses .....	219.000
31-21	Etablissements d'enseignement supérieur — Rémunérations principales.	10.028.196
31-22	Etablissements d'enseignement supérieur — Indemnités et allocations diverses .....	1.180.900
31-31	Etablissements d'enseignement du second degré — Rémunérations principales .....	48.830.225
31-32	Etablissements d'enseignement du second degré — Indemnités et allo- cations diverses .....	1.092.300
31-33	Etablissements d'enseignement technique — Rémunérations principales ..	31.515.100
31-34	Etablissements d'enseignement technique — Indemnités et allocations diverses .....	690.540
31-41	Ecoles normales et centres de formation pédagogique — Rémunérations principales .....	5.156.752
31-42	Ecoles normales et centres de formation pédagogique — Indemnités et allocations diverses .....	345.500
31-43	Etablissements d'enseignement primaire élémentaire — Rémunérations principales .....	238.937.565
31-44	Etablissements d'enseignement primaire élémentaire — Indemnités et allocations diverses .....	12.000.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS
31-45	Institut pédagogique national — Rémunérations principales .....	1.253.393
31-46	Institut pédagogique national — Indemnités et allocations diverses ....	26.000
31-47	Orientation scolaire et professionnelle — Rémunérations principales ...	529.540
31-48	Orientation scolaire et professionnelle — Indemnités et allocations diverses .....	23.000
31-49	Centre national d'alphabétisation — Rémunérations principales .....	1.521.195
31-50	Centre national d'alphabétisation — Indemnités et allocations diverses..	300.000
31-51	Bibliothèque nationale — Rémunérations principales .....	423.860
31-52	Bibliothèque nationale — Indemnités et allocations diverses .....	6.595
31-53	Archives nationales — Rémunérations principales .....	316.959
31-54	Archives nationales — Indemnités et allocations diverses .....	7.713
31-55	Centre national des œuvres scolaires et universitaires — Rémunérations principales .....	1.180.640
31-56	Centre national des œuvres scolaires et universitaires — Indemnités et allocations diverses .....	11.000
31-61	Beaux-Arts — Service de l'enseignement artistique — Rémunérations principales .....	262.000
31-62	Beaux-Arts — Service de l'enseignement artistique — Indemnités et allocations diverses .....	63.000
31-63	Beaux-Arts — Service des musées nationaux — Rémunérations principales .....	340.000
31-64	Beaux-Arts — Service des musées nationaux — Indemnités et allocations diverses .....	7.000
31-65	Beaux-Arts — Service des antiquités classiques et musulmanes — Rémunérations principales .....	81.000
31-66	Beaux-Arts — Service des antiquités classiques et musulmanes — Indemnités et allocations diverses .....	28.000
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	200.000
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....	366.076.940
	3ème Partie	
	Personnel en activité et en retraite	
	Charges sociales	
33-91	Prestations familiales .....	32.175.000
33-92	Prestations facultatives .....	100.000
33-93	Sécurité sociale .....	13.945.913
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....	46.220.913
	4ème Partie	
	Matériel et fonctionnement des services	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	682.400
34-02	Administration centrale — Matériel .....	1.071.000
34-11	Inspection et administration académique. — Remboursement de frais ..	2.590.200
34-12	Inspection et administration académique. — Matériel .....	1.350.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-41	Etablissements d'enseignement primaire élémentaire — Remboursement de frais .....	1.288.000
34-42	Etablissements d'enseignement primaire élémentaire — Matériel .....	241.500
34-45	Orientation scolaire et professionnelle — Remboursement de frais ....	4.000
34-46	Orientation scolaire et professionnelle — Matériel .....	44.000
34-51	Bibliothèque nationale — Remboursement de frais .....	37.934
34-52	Bibliothèque nationale — Matériel .....	360.600
34-53	Archives nationales — Remboursement de frais .....	18.380
34-54	Archives nationales — Matériel .....	1.000
34-61	Beaux-Arts — Service de l'enseignement artistique — Remboursement de frais .....	20.000
34-62	Beaux-Arts — Service de l'enseignement artistique — Matériel .....	26.000
34-63	Beaux-Arts — Service des musées nationaux — Remboursement de frais.	20.000
34-64	Beaux-Arts — Service des musées nationaux — Matériel .....	140.000
34-65	Beaux-Arts — Service des antiquités classiques et musulmanes — Remboursement de frais .....	12.000
34-66	Beaux-Arts — Service des antiquités classiques et musulmanes — Matériel .....	706.500
34-91	Parc automobile .....	1.010.000
34-92	Charges immobilières .....	200.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	9.823.514
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-91	Travaux de grosses réparations aux bâtiments de l'éducation nationale .	3.950.000
35-92	Travaux d'entretien et réparations aux bâtiments de l'éducation nationale .....	4.070.000
	Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....	8.020.000
	6ème Partie	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-21	Etablissements d'enseignement supérieur. — Subventions de fonctionnement et de matériel .....	3.319.100
36-31	Etablissements d'enseignement du second degré. — Subventions de fonctionnement et de matériel .....	1.000.000
36-32	Etablissements d'enseignement technique et professionnel — Subventions de fonctionnement .....	3.796.198
36-41	Ecoles normales et centres de formation pédagogique — Subventions pour dépenses de fonctionnement .....	450.000
36-42	Centres d'enseignement agricole et C.E.G. — Dépenses de fonctionnement .....	300.000
36-43	Institut pédagogique national — Subventions de fonctionnement .....	2.190.000



CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
36-49	Subventions de fonctionnement au centre national et centres régionaux d'alphabétisation .....	1.500.000
36-50	Subventions aux chantiers culturels .....	2.300.000
36-51	Centre national des œuvres scolaires et universitaires. — Subventions de fonctionnement . . .	750.000
36-61	Beaux-Arts — Grand prix — Expositions — Subventions de fonctionnement .....	10.000
	Total de la 6ème Partie .....	15.615.298
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-21	Frais de passage sur mer à divers candidats ou lauréats .....	mémoire
37-31	Avances remboursables aux internats .....	mémoire
	Total de la 7ème Partie .....	mémoire
	Total du titre III .....	445.756.865
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3ème Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Bourses diverses d'enseignement public .....	34.671.285
43-02	Activités théâtrales, musicales, littéraires, etc... — Subventions .....	1.500.000
43-41	Œuvres complémentaires de l'école .....	40.000
43-42	Cantines scolaires .....	15.000.000
	Total de la 3ème Partie .....	51.211.295
	6ème Partie	
	<i>Action sociale — assistance et solidarité</i>	
46-21	Œuvres sociales en faveur des étudiants .....	160.000
	7ème Partie	
	<i>Action sociale — Prévoyance</i>	
47-21	Hygiène scolaire et universitaire .....	10.000
	Total du titre IV .....	51.381.285
	TITRE VIII	
	DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES	
	1ère Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-21	Œuvres sociales intéressant l'éducation nationale .....	mémoire
	Total pour le ministère de l'éducation nationale .....	497.137.950

**Décret n° 65-105 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.**

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

**Décète :**

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des postes et télécommunications, des travaux

publics et des transports, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont repartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

**Art. 2.** — Le ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports et le sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>I — BUDGET ANNEXE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS</b>	
	<b>DETTE AMORTISSABLE</b>	
1	Remboursement des avances et charges d'emprunts .....	28.269.600
	<b>DETTE VIAGERE</b>	
2	Pensions et complément de pension .....	7.600.000
	<b>PERSONNEL</b>	
3	Administration centrale — Rémunérations principales .....	2.410.027
4	Services télécommunications — Rémunérations principales .....	18.015.272
5	Services postaux et financiers — Rémunérations principales .....	54.808.265
6	Agents de bureau à service incomplet — Personnel non titulaire de remplacement — Gérants des bureaux secondaires — Rémunérations principales .....	8.861.550
10	Allocations et indemnités des personnels titulaires et non titulaires ..	6.815.150
12	Versement forfaitaire du montant de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires. . . . .	4.600.000
	<b>CHARGES SOCIALES</b>	
14	Prestations et versements obligatoires .....	20.662.000
15	Prestations et versements facultatifs .....	290.000
	<b>MATERIEL — FONCTIONNEMENT DES SERVICES — TRAVAUX D'ENTRETIEN</b>	
16	Remboursement de frais .....	4.210.000
17	Chauffage, éclairage, matériel de bureau, fournitures, imprimés ....	3.705.000
18	Locaux .....	1.100.000
19	Matériel automobile .....	4.773.491
20	Matériel postal .....	236.000
21	Transport du matériel et des correspondances .....	5.950.000
22	Matériel des télécommunications .....	3.940.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
23	Autres dépenses de fonctionnement .....	2.865.000
	<b>DEPENSES DIVERSES</b>	
26	Dépenses diverses .....	226.000
	Total des dépenses ordinaires du budget annexe des postes et télécommunications .....	179.246.355
	<b>II. — BUDGET DU MINISTRE DES POSTES ET TELECOMMUNI- CATIONS, DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS</b>	
	<b>TITRE III</b>	
	<b>MOYENS DES SERVICES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>	
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	1.830.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	102.000
31-11	Ponts et chaussées — Rémunérations principales .....	14.232.746
31-12	Ponts et chaussées — Indemnités et allocations diverses .....	1.200.000
31-13	Ouvriers permanents des cadres de maîtrise et ouvriers permanents des services des ponts et chaussées et des services spécialisés — Salai- res et accessoires de salaires .....	9.400.000
31-21	Marine marchande — Rémunérations principales .....	943.560
31-22	Marine marchande — Indemnités et allocations diverses .....	16.000
31-31	Conseil supérieur des transports et comités techniques départementaux Rémunérations principales .....	mémoire
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie .....	27.744.306
	<b>2<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Personnel. — Pensions et allocations</i>	
32-98	Versement à la caisse autonome mutuelle de retraites des agents des chemins de fer d'intérêt local et des tramways .....	891.000
	Total de la 2 <sup>e</sup> Partie .....	891.000
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Charges sociales</i>	
33-91	Prestations familiales .....	4.000.000
33-92	Prestations facultatives .....	40.000
33-93	Sécurité sociale .....	1.094.081
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....	5.134.081

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	90.000
34-02	Administration centrale — Matériel .....	237.836
34-11	Service des ponts et chaussées — Remboursement de frais .....	933.997
34-12	Ponts et chaussées et inspection des transports — Matériel .....	1.593.078
34-13	Ouvriers permanents des cadres de maîtrise des ponts et chaussées et des services spécialisés — Remboursement de frais .....	535.000
34-14	Développement de l'enseignement professionnel .....	3.000.000
34-15	Acquisition et fonctionnement d'hélicoptères et d'avions pour les besoins des activités administratives .....	40.000
34-16	Hydraulique. — Dépenses d'études et de surveillance .....	128.000
34-17	Laboratoires — Matériel et fonctionnement .....	630.000
34-21	Marine marchande — Remboursement de frais .....	79.000
34-22	Marine marchande — Matériel .....	248.307
34-32	Conseils consultatifs des transports et comités techniques — Matériel et fonctionnement des services .....	50.979
34-91	Parc automobile .....	1.869.000
34-92	Loyers .....	100.000
Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....		9.535.197
<b>5<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Travaux d'entretien</i>		
35-11	Immeubles du service des ponts et chaussées — Entretien .....	712.000
35-12	Travaux d'entretien et réparation des routes nationales et des pistes sahariennes .....	31.025.402
35-13	Travaux d'intérêt touristique .....	mémoire
35-14	Marine marchande — Travaux d'entretien .....	29.500
35-21	Ports maritimes — Phares et balises — Domaine maritime — Défense du rivage de la mer — Travaux d'entretien et de réparation .....	3.000.000
35-51	Hydraulique. — Travaux d'entretien .....	3.000.000
35-72	Entretien des aérodromes .....	400.000
Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....		38.166.902
<b>6<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Subventions de fonctionnement</i>		
36-01	Annexe en Algérie de l'Institut géographique national français .....	650.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
36-02	Subsides et subventions aux ports autonomes .....	mémoire
36-21	Dépenses de fonctionnement des écoles d'apprentissage maritime ....	351.000
36-24	Dépenses de fonctionnement de laboratoire de l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes de Beni-Saf .....	62.657
36-51	Subvention au budget annexe de l'eau potable et industrielle .....	1.181.000
	Total de la 6 <sup>e</sup> Partie .....	2.244.657
	7 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-91	Dépenses concernant la circulation .....	193.000
	Total du titre III .....	83.909.143
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	4 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Action économique. — Encouragements et interventions</i>	
44-01	Subventions aux collectivités et particuliers pour installations de la navigation aérienne et propagande aéronautique .....	100.000
44-21	Marine marchande — Services maritimes — Subvention et participa- tion .....	mémoire
44-41	Subventions en annuités pour travaux d'alimentation en eau potable et voiries et égouts .....	mémoire
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	100.000
	5 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Action économique. — Subventions aux entreprises d'intérêt national</i>	
45-01	Contributions conventionnelles et subventions d'équilibre à la Société nationale des chemins de fer algériens .....	39.825.000
45-03	Contribution de l'Algérie au budget de fonctionnement O.G.S.A. ....	4.071.000
	Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....	43.896.000
	Total du titre IV .....	43.996.000
	TITRE VIII	
	DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES	
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-71	Œuvres sociales des postes et télécommunications des travaux publics et des transports .....	10.978
	Total pour le ministère des postes et télécommunications, des tra- vaux publics et des transports .....	127.916.121

Décret n° 65-106 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la reconstruction et de l'habitat par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la reconstruction et de l'habitat, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'Etat « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de la reconstruction et de l'habitat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la reconstruction et de l'habitat

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1ère partie</b>		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.947.262
31-02	Administration centrale. — Indemnités et allocations diverses .....	142.398
31-11	Ouvriers permanents — Salaires et accessoires de salaires .....	915.550
31-41	Reconstruction et habitat — Services extérieurs — Rémunérations principales .....	3.648.500
31-42	Reconstruction et habitat — Services extérieurs Indemnités et allocations diverses .....	212.400
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1ère partie .....		6.866.100
<b>3° partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite</i>		
<i>Charges Sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	1.880.400
33-92	Prestations facultatives .....	20.000
33-93	Sécurité sociale .....	399.000
Total de la 3° partie .....		2.299.400
<b>4° Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	41.804

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS en DA
34-02	Administration centrale — Matériel et fonctionnement des services ....	460.000
34-41	Reconstruction et habitat — Services extérieurs — Remboursement de frais .....	145.000
34-42	Reconstruction et habitat — Services extérieurs — Matériel et fon- ctionnement des services .....	200.000
34-91	Parc automobile . . . . .	957.000
34-92	Loyers . . . . .	218.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> partie .....	1.821.804
	5 <sup>e</sup> partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-11	Entretien des immeubles administratifs .....	40.000
	Total du Titre III .....	11.027.304
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	3 <sup>e</sup> me Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Propagande, prospection et diffusion dans le domaine de la construc- tion .....	30.000
	Total du titre IV .....	30.000
	TITRE VIII	
	DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES	
	1 <sup>ère</sup> partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-71	Œuvres sociales en faveur des personnels du ministère de la recons- truction et de l'habitat .....	2.000
	Total du titre VIII .....	2.000
	Total pour le ministère de la reconstruction et de l'habitat . . . . .	11.059.304

Décret n° 65-107 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre du travail par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

# Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre du travail, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre du travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre du travail

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1ère Partie</b>		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.500.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	100.000
31-11	Services extérieurs — Rémunérations principales .....	3.100.000
31-12	Services extérieurs — Indemnités et allocations diverses .....	100.000
31-31	Conseils de prud'hommes — Rémunérations principales .....	175.000
31-32	Conseils de prud'hommes — Indemnités et allocations diverses .....	50.000
31-41	Formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle — Salaires et accessoires de salaires .....	10.500.000
Total de la 1ère Partie .....		15.525.000
<b>3° partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales . . . . .	2.300.000
33-92	Prestations facultatives . . . . .	50.000
33-93	Sécurité sociale . . . . .	600.000
Total de la 3° partie .....		2.950.000
<b>4ème Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	220.000
34-02	Administration centrale. — Matériel .....	500.000
34-11	Services extérieurs — Remboursement de frais .....	175.000
34-12	Services extérieurs — Matériel .....	350.000



CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-32	Conseils de prud'hommes — Matériel .....	50.000
34-41	Formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle — Indemnités aux stagiaires .....	13.200.000
34-42	Formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle — Matériel .....	4.550.000
34-43	Formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle — Remboursement de frais .....	600.000
34-45	Formation professionnelle des adultes et sélection professionnelle — Fonctionnement des cantines .....	3.700.000
34-51	Services extérieurs — Fonctionnement des centres d'accueil .....	50.000
34-91	Parc automobile . . . . .	450.000
34-92	Loyers . . . . .	350.000
	Total de la 4ème Partie .....	24.195.000
	7 <sup>e</sup> partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Frais de fonctionnement de commissions diverses — Dépenses diverses ..	25.000
	Total de la 7 <sup>e</sup> partie .....	25.000
	Total du titre III .....	42.695.000
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	2 <sup>e</sup> partie	
	<i>Action internationale</i>	
42-01	Contributions de l'Etat aux dépenses d'organismes internationaux ....	205.000
	Total de la 2ème Partie .....	205.000
	3 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-41	Formation professionnelle des adultes — Subventions et indemnités ..	3.400.000
	Total de la 3ème Partie .....	3.400.000
	6ème Partie	
	<i>Action sociale — Assistance et Solidarité</i>	
46-06	Mouvements et déplacements de travailleurs .....	150.000
	Total de la 6ème Partie .....	150.000
	Total du titre IV .....	3.755.000
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES EFFECTUEES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	1ère Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-01	Œuvres sociales du ministère du travail .....	50.000
	Total du titre VIII .....	50.000
	Total pour le ministère du travail .....	46.500.000

Décret n° 65-108 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la jeunesse et des sports par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la jeunesse et des sports, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires, par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la jeunesse et des sports

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1ère Partie</b>		
<i>Personnel — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	1.520.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	120.000
31-11	Inspections départementales — Rémunérations principales .....	800.000
31-12	Inspections départementales. — Indemnités et allocations diverses ..	10.000
31-21	Education physique et sportive. — Rémunérations principales .....	4.000.000
31-22	Education physique et sportive — Indemnités et allocations diverses ....	9.000
31-31	Centres de formation des cadres — Rémunérations principales .....	375.196
31-32	Centres de formation des cadres — Indemnités et allocations diverses ..	783
31-41	Jeunesse et éducation populaire. — Rémunérations principales .....	12.400.000
31-42	Jeunesse et éducation populaire — Indemnités et allocations diverses.	35.000
31-61	Service civil — Rémunérations principales .....	mémoire
31-62	Service civil — Indemnités et allocations diverses .....	mémoire
31-92	Traitements des fonctionnaires en congé de longue durée .....	30.000
Total de la 1ère Partie .....		19.299.979
<b>3ème Partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite — Charges Sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	2.768.000
33-92	Prestations facultatives .....	2.000
33-93	Sécurité sociale .....	438.000
Total de la 3ème Partie .....		3.206.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	4ème Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	80.000
34-02	Administration centrale — Matériel .....	250.000
34-11	Inspections départementales — Remboursement de frais .....	25.000
34-12	Inspections départementales — Matériel .....	120.000
34-21	Education physique et sportive — Remboursement de frais .....	25.000
34-22	Education physique et sportive — Matériel .....	1.500.000
34-31	Centres de formation des cadres — Remboursement de frais .....	420.000
34-32	Centres de formation des cadres — Matériel .....	340.000
34-41	Jeunesse et éducation populaire — Remboursement de frais .....	40.000
34-42	Jeunesse et éducation populaire — Matériel .....	2.000.000
34-43	Jeunesse et éducation populaire — Entretien des pupilles des centres spécialisés .....	1.300.000
34-61	Service civil — Remboursement de frais .....	mémoire
34-62	Service civil — Matériel .....	mémoire
34-91	Parc automobile .....	500.000
34-92	Paiement des loyers .....	15.000
	Total de la 4ème Partie .....	6.615.000
	5ème Partie	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-01	Administration centrale. — Travaux d'entretien .....	5.000
35-21	Education physique et sportive — Travaux d'entretien .....	300.000
35-31	Centres de formation des cadres — Travaux d'entretien .....	mémoire
35-41	Jeunesse et éducation populaire — Travaux d'entretien .....	350.000
35-61	Service civil. — Travaux d'entretien .....	mémoire
	Total de la 5ème Partie .....	655.000
	6ème Partie	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-01	Subvention de fonctionnement au centre national d'éducation physique et sportive .....	1.120.021
	Total de la 6ème Partie .....	1.120.021
	7ème Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Service de presse, d'information et de propagande .....	249.384
37-41	Cantines de jeunes .....	30.000
37-42	Cantines de pupilles .....	mémoire
37-61	Service civil. — Dépenses diverses .....	mémoire
	Total de la 7ème Partie .....	279.384
	Total du titre III .....	31.177.384

Chapitres	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	2ème Partie	
	<i>Action internationale</i>	
42-91	Rencontres internationales de jeunes .....	100.000
	3ème Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Subventions — Participations — Encouragements .....	1.500.000
43-02	Fonctionnement des colonies de vacances .....	1.500.000
43-21	Education physique et sportive. — Bourses .....	mémoire
43-31	Centres de formation des cadres. — Bourses .....	mémoire
43-41	Jeunesse et éducation populaire. — Bourses .....	100.000
	Total de la 3° Partie .....	3.100.000
	4° Partie	
	<i>Action économique</i>	
	<i>Encouragements et interventions</i>	
44-02	Création et organisation de brigades de travail .....	30.000
	Total de la 4° Partie .....	30.000
	6° Partie	
	<i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-41	Education surveillée — Interventions diverses .....	mémoire
	Total du titre IV .....	3.230.000
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-91	Œuvres sociales en faveur du personnel du ministère de la jeunesse et des sports .....	mémoire
	Total pour le ministère de la jeunesse et des sports ..	34.407.384

Décret n° 65-109 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre de la réforme administrative et de la fonction publique par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la réforme administrative et de la fonction publique y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de la réforme administrative et de la fonction publique est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

### ETAT A

#### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre de la réforme administrative et de la fonction publique

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1ère partie</b>		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale. — Rémunérations principales .....	1.524.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	186.000
31-03	Inspections de la fonction publique et de l'administration — Rémunérations principales .....	137.000
31-04	Inspections de la fonction publique et de l'administration — Indemnités et allocations diverses .....	7.200
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1ère partie .....		1.854.200
<b>3° partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite. — Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	337.600
33-92	Prestations facultatives. . . . .	5.000
33-93	Sécurité sociale . . . . .	91.400
Total de la 3° partie .....		434.000
<b>4° Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale. — Remboursement de frais .....	175.832
34-02	Administration centrale — Matériel et fonctionnement des services ....	602.000
Inspections de la fonction publique et de l'administration :		
34-03	Remboursement de frais .....	5.200
34-04	Inspections de la fonction publique et de l'administration :	
Matériel et fonctionnement des services .....		65.000
34-91	Parc automobile . . . . .	287.500
34-92	Loyer .....	mémoire
Total de la 4° partie .....		1.135.532
<b>5ème Partie</b>		
<i>Travaux d'entretien</i>		
35-01	Entretien des locaux .....	150.000
<b>6° partie</b>		
<i>Subventions de fonctionnement</i>		
36-11	Subventions de fonctionnement à l'Ecole nationale d'administration et aux centres de formation administrative .....	3.924.744
<b>7ème Partie</b>		
<b>Dépenses diverses</b>		
37-01	Dépenses relatives à des congrès et des missions .....	30.000
37-03	Personnel temporaire — Salaires et accessoires de salaires .....	20.000
Total de la 7ème Partie .....		50.000
Total du titre III .....		7.548.476
Total pour le ministère de la réforme administrative et de la fonction publique .....		7.548.476

Décret n° 65-110 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre du tourisme par la loi de finances pour 1965, modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

### Décrète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre du tourisme, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires, par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre du tourisme est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire*.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre du tourisme

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Personnel. — Rémunérations d'activité</i>		
31-01	Administration centrale — Rémunérations principales .....	1.912.000
31-02	Administration centrale — Indemnités et allocations diverses .....	180.850
31-03	Inspection de l'artisanat — Services extérieurs — Rémunérations principales .....	387.000
31-04	Inspection de l'artisanat — Services extérieurs — Indemnité et allocations diverses .....	31.000
31-11	Délégations régionales — Rémunérations principales .....	932.000
31-12	Délégations régionales — Indemnités et allocations diverses .....	55.000
31-21	Services à l'étranger — Rémunérations principales .....	67.000
31-22	Services à l'étranger — Indemnités et allocations diverses .....	30.000
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1 <sup>re</sup> partie .....		3.594.850
<b>3<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite</i>		
<i>Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	707.697
33-92	Prestations facultatives .....	mémoire
33-93	Sécurité sociale .....	250.555
Total de la 3 <sup>e</sup> partie .....		958.252
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale — Remboursement de frais .....	271.000
34-02	Administration centrale — Matériel .....	770.150
34-03	Inspection de l'artisanat — Services extérieurs — Remboursement de frais .....	80.000
34-04	Inspection de l'artisanat — Services extérieurs — Matériel et fonctionnement des services .....	180.000
34-11	Délégations régionales — Remboursement de frais .....	52.480
34-12	Délégations régionales — Matériel .....	232.500
34-21	Services à l'étranger — Remboursement de frais .....	mémoire

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-22	Services à l'étranger — Matériel .....	mémoire
34-91	Parc automobile .....	180.000
34-92	Paiement de loyers .....	100.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> partie .....	1.866.130
	<b>5<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Travaux d'entretien</i>	
35-91	Entretien des bâtiments administratifs .....	120.000
	<b>6<sup>e</sup>me Partie</b>	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-01	Subventions à l'artisanat .....	600.000
	<b>7<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Dépenses diverses</i>	
37-01	Dépenses diverses .....	390.430
	Total du titre III .....	7.529.662
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	<b>3<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Formation professionnelle — Bourses et subventions .....	290.000
43-02	Activités culturelles, touristiques et artisanales .....	10.000
	Total de la 3 <sup>e</sup> Partie .....	300.000
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action économique — Encouragement et interventions</i>	
44-02	Subventions aux associations et divers organismes coopérant au développement du tourisme et de l'artisanat .....	95.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie .....	95.000
	Total du titre IV .....	395.000
	<b>TITRE VIII</b>	
	<b>DEPENSES SUR RESSOURCES AFFECTEES</b>	
	<b>1<sup>re</sup> Partie</b>	
	<i>Emploi du produit des jeux, du pari mutuel et de la loterie</i>	
81-21	Œuvres sociales en faveur du personnel du ministère .....	10.620
	Total pour le ministère du tourisme .....	7.935.282

Décret n° 65-111 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au ministre des habous par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des habous y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des habous est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au ministre des habous

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE III</b>		
<b>MOYENS DES SERVICES</b>		
<b>1ère Partie</b>		
<i>Personnel — Rémunération d'activité</i>		
31-01	Administration centrale et inspection — Rémunérations principales ....	1.334.000
31-02	Administration centrale et inspection — Indemnités et allocations diverses .....	64.700
31-11	Cultes — Rémunérations principales .....	mémoire
31-12	Cultes. — Indemnités de fonction .....	8.990.174
31-21	Enseignement religieux — Rémunérations principales .....	432.928
31-22	Enseignement religieux — Indemnités et allocations diverses .....	3.120.000
31-92	Traitement des fonctionnaires en congé de longue durée .....	mémoire
Total de la 1ère Partie .....		13.941.802
<b>3ème Partie</b>		
<i>Personnel en activité et en retraite — Charges sociales</i>		
33-91	Prestations familiales .....	3.408.800
33-92	Prestations facultatives .....	86.000
33-93	Sécurité sociale .....	420.566
Total de la 3ème Partie .....		3.915.366
<b>4ème Partie</b>		
<i>Matériel et fonctionnement des services</i>		
34-01	Administration centrale et inspection — Remboursement de frais ....	260.475.
34-02	Administration centrale et inspection — Matériel .....	139.300



CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
34-11	Cultes — Remboursement de frais .....	52.500
34-12	Cultes — Matériel .....	290.000
34-22	Enseignement religieux — Matériel et denrées alimentaires .....	350.000
34-91	Parc automobile .....	129.650
	Total de la 4ème Partie .....	1.221.925
	5ème Partie	
	<b>TRAVAUX D'ENTRETIEN</b>	
35-01	Administration centrale et inspection — Travaux d'entretien des bâtiments du ministère des habous .....	17.700
35-11	Cultes — Travaux d'entretien des édifices du culte musulman .....	240.072
35-12	Rénovation et transformation des mosquées restituées .....	mémoire
35-21	Enseignement religieux — Entretien des édifices de l'enseignement religieux .....	294.250
	Total de la 5ème Partie .....	552.022
	7ème Partie	
	<b>DEPENSES DIVERSES</b>	
37-01	Dépenses diverses .....	12.000
37-02	Dépenses d'organisation de stages de formation professionnelle des agents du culte .....	67.700
37-03	Pèlerinage aux lieux saints de l'Islam .....	60.000
	Total de la 7ème Partie .....	139.700
	Total du Titre III .....	19.770.815
	<b>TITRE IV</b>	
	<b>INTERVENTIONS PUBLIQUES</b>	
	3ème Partie	
	<i>Action éducative et culturelle</i>	
43-01	Aide aux œuvres de culture musulmane .....	142.850
43-21	Bourses et subventions .....	150.000
	Total de la 3ème Partie .....	292.850
	Total pour le ministère des habous .....	20.063.665

Décret n° 65-112 du 12 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget des charges communes, par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au budget des charges communes, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexe au présent décret.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au budget des charges communes

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
<b>TITRE I</b>		
<b>DETTE PUBLIQUE ET DEPENSES EN ATTENUATION DES RECETTES</b>		
<b>1<sup>re</sup> Partie</b>		
<i>Dettes amortissables</i>		
11-01	Emprunts d'Etat .....	95.921.183
11-02	Chemins de fer. — Annuités de rachat .....	217.000
	Total de la 1 <sup>re</sup> Partie.....	96.138.183
<b>2<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Dettes intérieures. — Dette flottante</i>		
12-01	Intérêts des comptes de dépôts au trésor et des bons du trésor .....	23.000.000
<b>4<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Garanties</i>		
14-01	Garanties aux emprunts contractés par divers .....	65.000.000
14-02	Garanties aux avances bancaires et garanties diverses .....	mémoire
14-03	Participation de l'Algérie à la constitution du fonds de garantie des marchés des collectivités et établissements publics .....	mémoire
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	65.000.000
<b>5<sup>e</sup> Partie</b>		
<i>Dépenses en atténuation des recettes</i>		
15-01	Remboursements sur produits indirects et divers .....	500.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
15-02	Attribution à divers du produit d'amendes et condamnations pécuniaires .....	300.000
15-03	Remboursements pour décharge de responsabilité en cas de force majeure. — Remises gracieuses et débits admis en surséance indéfinie.	mémoire
15-04	Exercice du droit de préemption de l'administration en matière de mutation d'immeubles ou de droits immobiliers .....	mémoire
	Total de la 5 <sup>e</sup> Partie .....	800.000
	7 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Dépenses diverses</i>	
17-10	Couverture des créances irrécouvrables constatées au titre des opérations d'avances du trésor .....	mémoire
17-11	Remboursement des découverts des exercices antérieurs .....	mémoire
17-12	Versement à la Caisse de réserve .....	mémoire
17-13	Remboursement aux comptes de trésorerie intéressés des différences entre le prix d'achat et le prix de vente de valeurs constituant le placement des fonds libres de l'Algérie .....	mémoire
	Total de la 7 <sup>e</sup> Partie.....	mémoire
	Total du titre I .....	184.938.183
	TITRE II	
	POUVOIRS PUBLICS	
20-21	Assemblée nationale .....	6.500.000
	TITRE III	
	MOYENS DES SERVICES	
	1 <sup>re</sup> Partie	
	<i>Personnel - Rémunérations d'activité</i>	
31-91	Rémunérations des agents français en coopération technique (non culturelle). Crédit provisionnel .....	60.000.000
	2 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Personnel — Pensions et allocations</i>	
32-91	Arrérages de pensions et allocations viagères .....	mémoire
32-92	Rentes d'accidents du travail .....	2.500.000
32-94	Contribution patronale pour la constitution des pensions — Dotations de la « Caisse générale des retraites de l'Algérie » .....	20.000.000
32-95	Remboursement à la caisse autonome d'amortissement des rentes servies en échange d'obligations émises ou garanties par l'Algérie et majoration de ces rentes viagères .....	15.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
32-96	Contribution patronale à la constitution des retraites de certains agents non titulaires rémunérés sur le budget de l'Etat .....	mémoire
32-99	Contribution de l'Etat à la constitution de retraites des ouvriers permanents .....	600.000
	Total de la 2 <sup>e</sup> Partie .....	23.115.000
	3 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Personnel. — Charges sociales</i>	
33-94	Versement forfaitaire sur les traitements et salaires .....	45.000.000
	4 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Matériel et fonctionnement des services</i>	
34-92	Frais de passages coopération technique .....	7.500.000
34-93	Frais judiciaires, frais d'expertise. — Indemnités dues par l'Etat ....	1.500.000
34-94	Remboursements au budget annexe des postes et télécommunications ..	15.500.000
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	24.500.000
	6 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Subventions de fonctionnement</i>	
36-21	Subventions à des organismes d'intérêt national .....	10.275.000
36-91	Subventions au budget annexe des postes et télécommunications .....	13.275.000
	Total de la 6 <sup>ème</sup> Partie .....	23.550.000
	Total du titre III .....	178.165.000
	TITRE IV	
	INTERVENTIONS PUBLIQUES	
	2 <sup>e</sup> Partie	
	<i>Action internationale</i>	
42-01	Participation aux organismes internationaux .....	21.500.000
42-11	Actions internationales .....	44.250.000
	Total de la 2 <sup>e</sup> Partie .....	65.750.000

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
	<b>4<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action économique</i>	
	<i>Encouragements et interventions</i>	
44-01	Participation de l'Etat au capital d'Air-Algérie .....	4.500.000
44-21	Dotation de la Caisse nationale d'épargne et de prévoyance (1er versement) .....	100.000
44-91	Bonification d'intérêts pour l'encouragement à la construction immobilière .....	10.000.000
44-92	Bonifications d'intérêts diverses .....	5.000.000
44-93	Bonifications d'intérêts aux entreprises ou organismes participant au plan d'équipement du pays .....	7.000.000
44-95	Remboursements sur produits indirects en faveur de l'industrialisation du pays .....	21.000.000
44-96	Application des dispositions de l'article 6 de la décision n° 58-015.....	35.000.000
44-97	Subvention à la caisse de compensation des prix des combustibles minéraux solides .....	mémoire
	Total de la 4 <sup>e</sup> Partie.....	82.600.000
	<b>6<sup>e</sup> Partie</b>	
	<i>Action sociale. — Assistance et solidarité</i>	
46-91	Evénements calamiteux, sinistres imprévisibles et non assurables subis par des particuliers non agriculteurs .....	mémoire
	Total du Titre IV .....	148.350.000
	Total général des charges communes.....	515.953.183

Décret n° 65-113 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget annexe des irrigations par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au budget annexe des irrigations, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre de l'agriculture et de la réforme agraire est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

**E T A T A**  
**Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances**  
**pour 1965 au budget annexe des irrigations**

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
1	Versement à l'Etat des redevances d'amortissement des réseaux de distribution des eaux d'irrigation .....	4.149.327
2	Charge des associations syndicales dissoutes .....	599
3	Contribution du service à la constitution des pensions de retraite du personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'irrigation .....	68.847
4	Personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'irrigation — Rémunérations principales .....	570.000
5	Personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'irrigation — Indemnités diverses .....	37.677
6	Ouvriers permanents du service du génie rural et de l'hydraulique agricole — Rémunérations diverses .....	1.263.500
7	Versement forfaitaire de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires .....	101.700
8	Prestations familiales .....	455.000
9	Sécurité sociale .....	140.000
10	Secours .....	2.000
11	Personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'irrigation — Remboursement de frais .....	214.000
12	Salaires des ouvriers temporaires des périmètres d'irrigation .....	4.500.000
13	Frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'irrigation et de défense contre les eaux nuisibles .....	2.685.000
14	Frais de fonctionnement de l'agence comptable et des services extérieurs .....	205.000
15	Pac automobile .....	1.138.500
16	Dépenses diverses .....	43.000
	Total des dépenses .....	15.574.150

Décret n° 65-114 du 13 avril 1965 portant répartition des crédits ouverts au budget annexe de l'eau potable et industrielle par la loi de finances pour 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964.

Le Président de la République, Président du Conseil,

Vu la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964 portant ouverture de douzièmes provisoires ;

Vu la loi de finances pour 1965 n° 65-93 du 8 avril 1965 modifiant la loi n° 64-360 du 31 décembre 1964, notamment son article 4,

Décète :

Article 1<sup>er</sup>. — Les crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au budget annexe de l'eau potable et industrielle, y compris les crédits ouverts à titre de douzièmes provisoires par la loi n° 64-360 sus-visée, sont répartis par chapitre conformément à l'état « A » annexé au présent décret.

Art. 2. — Le ministre des postes et télécommunications, des travaux publics et des transports et le sous-secrétaire d'Etat aux travaux publics, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 13 avril 1965.

Ahmed BEN BELLA.

## ETAT A

### Répartition par chapitre des crédits ouverts par la loi de finances pour 1965 au budget annexe de l'eau potable et industrielle

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
1	Versement au budget de l'Etat des redevances d'amortissement des adductions d'eau potable construites par l'Etat .....	125.177
2	Charges des associations syndicales dissoutes .....	2.331
3	Contribution du service à la constitution des pensions de retraite du personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et industrielle .....	99.274
4	Personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et industrielle — Rémunérations principales .....	299.997
6	Versements forfaitaires de l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires .....	mémoire
7	Personnel titulaire et auxiliaire des services de l'approvisionnement en eau potable et industrielle — Indemnités diverses .....	31.954
8	Ouvriers permanents du service de l'eau potable et industrielle — Rémunérations diverses .....	987.579
9	Indemnités familiales et résidentielles et majoration pour salaire unique .....	154.576
10	Sécurité sociale .....	43.705

CHAPITRES	LIBELLES	CREDITS OUVERTS EN D.A.
11	Remboursement de services rendus par l'Etat et salaires d'ouvriers permanents .....	100.000
12	Secours aux agents et anciens agents, indemnités et rentes viagères aux anciens ouvriers et agents du service du génie rural et de l'hydraulique agricole .....	2.000
13	Personnel permanent d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et industrielle — Remboursement de frais .....	70.500
14	Frais d'entretien et d'exploitation des ouvrages d'approvisionnement en eau potable et industrielle — Matériel et fonctionnement .....	2.341.502
15	Dépenses à rattacher au budget de l'Etat pour travaux de renouvellement des ouvrages d'adduction d'eau potable .....	mémoire
16	Dépenses diverses .....	3.600
17	Dépenses sur ressources prélevées sur le fonds spécial d'équilibre et d'exploitation de l'adduction d'eau de la Tafna .....	mémoire
18	Remboursement des découverts des exercices antérieurs (eau potable et industrielle) .....	699.085
	Total .....	4.961.280



## AVIS ET COMMUNICATIONS

## Avis des 31 mars et 10 avril 1965 relatifs à des demandes de concessions de gisements d'hydrocarbures liquides ou gazeux.

Par pétition en date du 7 octobre 1964, la compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hassi Mazoula Sud » ayant pour superficie 27,2 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	7° 47'	28° 16'
2	7° 48'	28° 16'
3	7° 48'	28° 15'
4	7° 49'	28° 15'
5	7° 49'	28° 13'
6	7° 48'	28° 13'
7	7° 48'	28° 12'
8	7° 46'	28° 12'
9	7° 46'	28° 15'
10	7° 47'	28° 15'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Issaouane attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 22 avril 1965 au 21 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 21 mai 1965.

Par pétition en date du 20 novembre 1964, les sociétés : « Société de participation pétrolière » (PETROPAR), « El Paso France Afrique » (EL-PASO) et « Compagnie franco-africaine de recherches pétrolières » (FRANCAREP) dont les sièges sociaux sont à Paris, sollicitent, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Rhourde Chouff-Rhourde Adra », ayant une superficie de 549 km<sup>2</sup> environ et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	7° 7'	29° 58'
2	7°	29° 58'
3	7°	29° 52'
4	6° 58'	29° 52'
5	6° 58'	29° 46'
6	6° 57'	29° 46'
7	6° 57'	29° 41'
8	6° 56'	29° 41'
9	6° 56'	29° 39'
10	6° 52'	29° 39'
11	6° 52'	29° 35'
12	6° 49'	29° 35'
13	6° 49'	29° 40'
14	6° 47'	29° 40'
15	6° 47'	29° 30'
16	6° 45'	29° 30'
17	6° 45'	29° 29'
18	6° 50'	29° 29'
19	6° 50'	29° 30'
20	6° 53'	29° 30'
21	6° 53'	29° 32'
22	6° 55'	29° 32'
23	6° 55'	29° 34'
24	6° 57'	29° 34'
25	6° 57'	29° 36'
26	7°	29° 36'
27	7°	29° 40'
28	7° 1'	29° 40'
29	7° 1'	29° 46'
30	7° 3'	29° 46'
31	7° 3'	29° 49'
32	7° 5'	29° 49'
33	7° 5'	29° 52'
34	7° 7'	29° 52'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis « Rhourde Hamra » attribué aux sociétés PETROPAR, Franco-Delhi (FRANDEL) et FRANCAREP par décret du 29 août 1960 muté aux sociétés PETROPAR, EL PASO et FRANCAREP par décret du 12 février 1962 et fusionné avec le permis « Rhouide Hamra Est » par arrêté du 13 avril 1962.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 22 avril 1965 au 21 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 21 mai 1965.

Par pétition en date du 26 novembre 1964 les sociétés : « Compagnie des pétroles France-Afrique » (COPEFA) et « Phillips petroleum company France » (PHILLIPS) dont les sièges sociaux sont à Paris sollicitent, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hassi Chergui » ayant pour superficie 41 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après :

- 1 = Intersection du méridien 6° 32' 30" 3 (Est de Greenwich) avec la ligne de coordonnées Lambert Sud Algérie.  
Y = - 40.000
- 2 = Coordonnées Lambert Sud Algérie.  
X = + 874.000  
Y = - 40.000
- 3 = Coordonnées Lambert Sud Algérie,  
X = + 874.000  
Y = - 52.000
- 4 = Intersection du méridien 6° 32' 30" 3 (Est de Greenwich) avec ligne de coordonnées Lambert Sud Algérie,  
Y = - 52.000

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles et les segments de droites joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis « Hassi Tartrat » attribué aux sociétés COPEFA et PHILLIPS pour une durée de trois ans par décret du 20 mars 1962,

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965,

Par pétition en date du 11 janvier 1965 les sociétés : « Compagnie d'exploitation pétrolière » (CEP) « Mobil Sahara », « Mobil producing Sahara Inc », « Ausonia minière française » (AMIF) et « Société nationale de recherche et d'exploitation des pétroles en Algérie » (SN REPAL) dont les sièges sociaux sont à Paris pour les quatre premières et à Alger pour la dernière sollicitent, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Nord Alrar » ayant pour superficie 200 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	0° 40'	28° 43'
2	9° 44'	28° 43'
3	0° 44'	28° 44'
4	9° 50'	28° 44'
5	9° 50'	28° 47'
6	9° 52'	28° 47'
7	9° 52'	28° 49'
8 — Intersection de la frontière libyenne avec le parallèle 28° 49' Nord.		
9 — Intersection de la frontière Nord libyenne avec le parallèle 28° 40'.		
10	9° 40'	28° 40'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis « Hassi Imoulaye » attribué à la société CEP pour une durée de cinq ans par décret du 30 mars 1957 muté aux sociétés CEP, Mobil Sahara, Mobil Producing Sahara Inc., AMIF, FRANCAREP, EURAFREP et COPAREX par décret du 26 février 1962 et renouvelé pour une durée de cinq ans par arrêté du 14 janvier 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 11 janvier 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Gara » ayant pour superficie 27 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	8° 57'	28° 10'
2	9° 00'	28° 10'
3	9° 00'	28° 07'
4	8° 57'	28° 07'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Tadjentourt attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965,

Par pétition en date du 13 janvier 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hassi Mazoula B » ayant pour superficie 36,2 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	7° 51'	28° 20'
2	7° 53'	28° 20'
3	7° 53'	28° 15'
4	7° 51'	28° 15'
5	7° 51'	28° 17'
6	7° 50'	28° 17'
7	7° 50'	28° 19'
8	7° 51'	28° 19'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Issaouane attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965,

Par pétition en date du 20 janvier 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 53-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Edeyen » ayant pour superficie 235,7 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	8° 16'	28° 16'
2	8° 18'	28° 16'
3	8° 18'	28° 15'
4	8° 22'	28° 15'
5	8° 22'	28° 13'
6	8° 24'	28° 13'
7	8° 24'	28° 08'
8	8° 16'	28° 08'
9	8° 16'	28° 07'
10	8° 14'	28° 07'
11	8° 14'	28° 08'
12	8° 13'	28° 08'
13	8° 13'	28° 09'
14	8° 12'	28° 09'
15	8° 12'	28° 13'
16	8° 14'	28° 13'
17	8° 14'	28° 14'
18	8° 15'	28° 14'
19	8° 15'	28° 15'
20	8° 16'	28° 15'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Tadjentourt attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965,

Par pétition en date du 5 février 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Ouest Ihansatène » ayant pour superficie 97,00 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	8° 20'	28° 01'
2	8° 23'	28° 01'
3	8° 23'	27° 54'
4	8° 22'	27° 54'
5	8° 22'	27° 52'
6	8° 21'	27° 52'
7	8° 21'	27° 54'
8	8° 18'	27° 54'
9	8° 18'	27° 55'
10	8° 17'	27° 55'
11	8° 17'	27° 57'
12	8° 19'	27° 57'
13	8° 19'	27° 58'
14	8° 20'	27° 58'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis « Tadjentourt » attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'Organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 29 janvier 1965 les sociétés :

« Compagnie franco-africaine de recherches pétrolières » (RANCAREP), « Wintershall Aktiengesellschaft » (WINTERSHALL), « Compagnie algérienne de recherche et d'exploitation pétrolière (CAREP) et « Société de participations pétrolières » (PETROPAR) dont les sièges sociaux sont respectivement à Paris, à celle en Allemagne, à Alger et à Paris sollicitent, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hassi Farida » ayant pour superficie 132,5 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	9° 16'	27° 42'
2	9° 21'	27° 42'
3	9° 21'	27° 40'
4	9° 22'	27° 40'
5	9° 22'	27° 39'
6	9° 24'	27° 39'
7	9° 24'	27° 38'
8	9° 25'	27° 38'
9	9° 25'	27° 38'
10	9° 24'	27° 36'
11	9° 24'	27° 35'
12	9° 20'	27° 35'
13	9° 20'	27° 37'
14	9° 18'	27° 37'
15	9° 18'	27° 36'
16	9° 16'	27° 36'
17	9° 16'	27° 38'
18	9° 15'	27° 38'
19	9° 15'	27° 40'
20	9° 16'	27° 40'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Sekaïf-Hassi Farida attribué à la société FRANCAREP pour une durée de trois ans par décret du 3 juin 1959 muté aux sociétés : FRANCAREP, WINTERSHALL, CAREP et PETROPAR par décret du 14 juin 1962 et renouvelé pour une durée de trois ans par arrêté du 19 juin 1962.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 15 février 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et, au transfert de compétence des autorités visées par ce code l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Tin Essameïd » ayant pour superficie 60,9 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	9° 35'	27° 29'
2	9° 37'	27° 29'
3	9° 37'	27° 28'
4	9° 38'	27° 28'
5	9° 38'	27° 27'
6	9° 40'	27° 27'
7	9° 40'	27° 23'
8	9° 37'	27° 23'
9	9° 37'	27° 25'
10	9° 36'	27° 25'
11	9° 36'	27° 26'
12	9° 35'	27° 26'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Zarzaitine attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code,

une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 2 mars 1965 la « Compagnie des pétroles d'Algérie » (CPA) dont le siège est à Alger sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hamra » ayant pour superficie 225 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	6° 25'	29° 20'
2	6° 32' 30" 3	29° 20'
3	6° 32' 30" 3	29° 10'
4	6° 25'	29° 10'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Hassi el Biod attribué à la société C.P.A. pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953, renouvelé une première fois pour une durée de cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour une durée de cinq ans par arrêté du 8 janvier 1964.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 2 mars 1965 la « Compagnie des pétroles d'Algérie » (CPA) dont le siège est à Alger sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Hassi Chergui Ouest » ayant pour superficie 97 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-après dans le système Lambert Sud-Algérie.

Sommets	X	Y
1	865.000	30.000
2	870.000	30.000
3	870.737	50.000
4	867.000	50.000
5	867.000	45.000
6	865.000	45.000

Les côtés de ce périmètre sont les segments de droites joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Hassi el Biod attribué à la société C.P.A. pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953, renouvelé une première fois pour une durée de cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour une durée de cinq ans par arrêté du 8 janvier 1964.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 24 février 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « El Ouar Sud » ayant pour superficie 95,6 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	7° 33'	29° 30'
2	7° 37'	29° 30'
3	7° 37'	29° 22'
4	7° 33'	29° 22'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis El Ouar attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par décret du 2 février 1962.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 5 mars 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Nord Trig » ayant pour superficie 36,2 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	9° 14'	28° 27'
2	9° 16'	28° 27'
3	9° 16'	28° 25'
4	9° 17'	28° 25'
5	9° 17'	28° 21'
6	9° 15'	28° 21'
7	9° 15'	28° 25'
8	9° 14'	28° 25'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur des permis Zarzaitine attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963 et Takouazet attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par décret du 30 mars 1957, renouvelé pour une durée de cinq ans par arrêté du 15 février 1962.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

Par pétition en date du 12 mars 1965 la Compagnie de recherches et d'exploitation de pétrole au Sahara (CREPS) dont le siège social est à In Aménas (département des Oasis) sollicite, en application du titre II de l'ordonnance n° 58-1111 du 22 novembre 1958 et du titre II, chapitre 1<sup>er</sup> du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959, transposés par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, l'octroi au Sahara d'une concession de gisement d'hydrocarbures liquides ou gazeux dite « Ifefane Tahert Nord » ayant pour superficie 120,8 km<sup>2</sup> environ, et portant sur partie du territoire du département des Oasis.

Les sommets du périmètre faisant l'objet de ladite pétition sont les points définis ci-près par leurs coordonnées géographiques, le méridien d'origine étant celui de Greenwich.

Sommets	Longitude Est	Latitude Nord
1	9° 37'	28° 22'
2	9° 40'	28° 22'
3	9° 40'	28° 21'
4	9° 41'	28° 21'
5	9° 41'	28° 20'
6	9° 42'	28° 20'
7	9° 42'	28° 19'
8	9° 45'	28° 19'
9	9° 45'	28° 18'
10	9° 48'	28° 18'
11	9° 48'	28° 17'
12	9° 46'	28° 17'
13	9° 46'	28° 16'
14	9° 45'	28° 16'
15	9° 45'	28° 17'
16	9° 40'	28° 17'
17	9° 40'	28° 16'
18	9° 36'	28° 16'
19	9° 36'	28° 21'
20	9° 37'	28° 21'

Les côtés de ce périmètre sont les arcs de méridiens ou de parallèles joignant les sommets, définis d'après les coordonnées ci-dessus. Ce périmètre est entièrement situé à l'intérieur du permis Zarzaitine attribué à la société CREPS pour une durée de cinq ans par arrêté du 23 mai 1953 renouvelé une première fois pour cinq ans par décret du 9 septembre 1958 et une deuxième fois pour cinq ans par arrêté du 24 mai 1963.

En application des prescriptions de l'article 48 du décret n° 59-1334 du 22 novembre 1959 transposé par l'accord du 28 août 1962 relatif à l'application du code pétrolier saharien et au transfert de compétence des autorités visées par ce code, une enquête sur l'institution éventuelle de cette concession aura lieu du 1<sup>er</sup> mai 1965 au 30 mai 1965 inclus.

Les observations du public seront adressées, pour être jointes au dossier de l'enquête, à l'organisme technique de mise en valeur des richesses du sous-sol saharien, B.P. 801 à Alger, par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, avant la clôture de l'enquête, c'est-à-dire au plus tard le 30 mai 1965.

## MARCHES. — APPELS D'OFFRES

MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
ET DE LA REFORME AGRAIRE

O.N.R.A. — C.O.R.A. d'Ain-Oussera

## EQUIPEMENT FRIGORIFIQUE D'ABATTOIR

Les constructeurs et installateurs d'équipement frigorifique sont avisés qu'un appel d'offres est ouvert pour l'installation à l'abattoir d'Ain-Oussera (ex-Paul-Cazelles), département de Médéa, d'un équipement de réfrigération de 6 chambres totalisant environ 450 m<sup>3</sup> pour une puissance installée de l'ordre de 70.000 frigorica/heure.

Les entreprises intéressées sont priées de se faire connaître en adressant une demande de participation avant le 28 avril 1965 à :

M. le directeur du centre algérien de recherches agronomiques  
88, rue Didouche Mourad, Alger

## Direction du développement rural

SERVICE DU GENIE RURAL  
ET DE L'HYDRAULIQUE AGRICOLE

## CIRCONSCRIPTION D'ORAN

Opération 06.224.00.30.22

## Travaux d'aménagements divers au C.F.P.A. d'Assi-Bou-Nif

Un appel d'offres avec concours aura lieu prochainement pour l'exécution d'une salle de cours au Centre de formation professionnelle agricole d'Assi-Bou-Nif.

## Consistance des travaux

Les travaux comprennent :

- 1°) les terrassements généraux et la mise à niveau des plate-formes,
- 2°) la construction et l'aménagement de la salle de cours et de la cabine de projection et toutes ses sujétions,
- 3°) l'amenée du courant électrique.

Montant approximatif des travaux : 25.000 D.A.

Les concurrents désireux de participer à cet appel d'offre devront adresser leur candidature dans un délai de 15 jours à l'arrondissement du génie rural et de l'hydraulique agricole d'Oran, 10, boulevard de Tripoli, boîte postale 1.013, Oran.

Les concurrents devront dans leur demande d'admission indiquer de façon précise toutes références utiles en précisant en particulier les moyens dont ils disposent et les travaux déjà réalisés ainsi que l'attestation des caisses de sécurité sociale.

Les entrepreneurs admis à prendre part à ces appels d'offres seront avisés ultérieurement et recevront tout document utile pour présenter leurs propositions.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

## DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

## Sous-direction de l'équipement scolaire et universitaire

Inspection académique de Batna

En vue d'assurer la fourniture de mobilier scolaire, de mobilier de logements et de mobilier de salles polyvalentes des groupes scolaires de zones rurales.

— tables bancs scolaires,

— mobilier pour l'équipement de 180 salles de classes,

— mobilier pour l'équipement de 120 logements de fonction,

— mobilier pour l'équipement de 60 salles polyvalentes.

Date limite de réception des offres :

20 jours fermés après la date de parution du présent avis au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Les offres devront être adressées à l'inspection académique de Batna, service de l'équipement scolaire et universitaire par voie postale et sous pli recommandé cacheté.

Délai de validité des offres : 3 mois fermes après la date de clôture de réception des offres.

Toute la documentation relative au présent appel d'offres pourra être demandée ou retirée à l'inspection académique de Batna - service de l'équipement scolaire et universitaire.

## DIRECTION DES AFFAIRES GENERALES

## Sous-direction de l'équipement scolaire et universitaire

Un appel d'offres ouvert est lancé pour les lots suivants :  
1° Lot. — Démolition, aménagement, gros œuvre.

2° Lot. — Menuiserie.

3° Lot. — Plomberie sanitaire.

4° Lot. — Chauffage central.

5° Lot. — Electricité.

6° Lot. — Peinture-vitrierie.

date limite de réception des offres trente jours fermes après la date de parution du présent avis d'appel d'offres ouvert au Journal officiel de la République algérienne démocratique et populaire.

Les offres devront être adressées au ministère de l'éducation nationale, sous-direction de l'équipement scolaire et universitaire, 2° bureau, chemin du Golf, Alger, par voie postale et sous pli recommandé cacheté.

Délai de validité des offres : Trois mois fermes après la date de clôture de réception des offres.

Toute la documentation relative au présent appel d'offres pourra être demandée ou retirée au ministère de l'éducation nationale, sous-direction de l'équipement scolaire et universitaire, 2° bureau, chemin du Golf, Alger.

MINISTERE DE LA RECONSTRUCTION  
ET DE L'HABITAT

## Circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran

C. A. D.

Chapitre 11/52 - Article 1

Opération : 52.11.0.21.09.50

Affaire E 1715 Y

Sidi-Bel-Abbès : Lycée de jeunes filles  
construction d'un mur de clôture

Base de l'appel d'offres

dont le coût approximatif est fixé à 60.000,00 D.A.

L'opération porte sur les travaux de gros-œuvre et de ferronnerie.

**Demande d'admission et présentation des offres :**

Les entrepreneurs pourront recevoir paiement des frais de reproduction des dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres, en en faisant la demande écrite à M. Georges R. Runier, architecte D.P.L.G., 3, rue de Besançon à Oran.

La date limite de réception des offres est fixée au lundi 2 mai 1965 avant 17 heures. Elles devront être adressées à l'ingénieur en chef de la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran, hôtel des ponts et chaussées, nouvelle route du port, Oran.

Les offres pourront être adressées par la poste, sous pli recommandé, ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité, contre récépissé.

Les offres seront présentées obligatoirement sous double enveloppe, la première enveloppe contiendra :

- demande d'admission accompagnée d'une déclaration indiquant l'intention du candidat de soumissionner en faisant connaître son nom, prénom, qualité et domicile.
- une note indiquant ses moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés.

A cette note sera joint le certificat de qualification et classification.

Deux certificats délivrés par des hommes de l'art.

Les attestations de mise à jour vis-à-vis des caisses de sécurité sociale.

La deuxième enveloppe, placée à l'intérieur de la première contiendra le dossier et la soumission.

Les candidats sont informés que tout dossier qui ne contiendra pas toutes les pièces présentées, sera refoulé.

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux de l'architecte sus-nommé et la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran.

Le délai pendant lequel les candidats sont engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

**Circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran**

C. A. D.

Chapitre 11/52 - article 2

Opération n° 52.21.0.21.09.10

Affaire n° E 1238 T.

Collège technique de garçons, 3<sup>e</sup> tranche. — Achèvement de l'établissement pour la construction d'une 2<sup>e</sup> tranche d'ateliers - 400 m<sup>2</sup> du bloc des salles spécialisées des V.R.D. et des aménagements divers.

Base de l'appel d'offres

Cette opération porte sur le 9<sup>e</sup> lot. — Electricité. — Estimation : 143.000 D.A.

**Demande d'admission et présentation des offres :**

Les entrepreneurs pourront recevoir contre paiement des frais de reproduction des dossiers nécessaires à la présentation de leurs offres, en faisant la demande écrite à :

M. G.R. Brunier, architecte D.P.L.G.  
3, rue de Besançon, Oran

La date limite de réception des offres est fixée au lundi 24 mai 1965 avant 17 heures. Elles devront être adressées à :

M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées  
circonscription des travaux publics et de l'hydraulique  
hôtel des ponts et chaussées, nouvelle route du port, Oran

Les offres pourront être adressées par la poste sous plis recommandés ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité, contre récépissé.

Les offres seront présentées obligatoirement sous double enveloppe, la première enveloppe contiendra :

Demande d'admission accompagnée d'une déclaration indiquant l'intention du candidat de soumissionner en faisant connaître son nom, prénoms, qualité et domicile.

- Une note indiquant les moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux qu'il a exécutés.

A cette note sera joint le certificat de qualification et de classification.

Deux certificats délivrés par des hommes de l'art.

Les attestations de mise à jour vis-à-vis des caisses de sécurité sociale.

La deuxième enveloppe, placée à l'intérieur de la première contiendra le dossier et la soumission.

Les candidats sont informés que tout dossier qui ne contiendra pas toutes les pièces présentées, sera refoulé.

Les dossiers peuvent être consultés dans les bureaux de l'architecte sus-nommé et à la circonscription des travaux publics et de l'hydraulique d'Oran.

Le délai pendant lequel les candidats sont engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

**SOUS-SECRETARIAT D'ETAT AUX TRAVAUX PUBLICS****CAISSE ALGERIENNE DE DEVELOPPEMENT****Circonscription des ponts et chaussées de Mostaganem****Chemins départementaux**

Construction d'un ouvrage d'art  
sur le CD 1 de Dublineau à Mercier-Lacombe

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la construction d'un pont de 8 mètres d'ouverture sur l'oued Ech-Chérif, au P.K. 71 + 490 du CD 1 de Dublineau à Mercier-Lacombe.

Les pièces nécessaires à la présentation des offres pourront être demandées à :

M. l'ingénieur en chef,  
square Boudjemaa Mohamed à Mostaganem

Les offres devront être adressées, par la poste sous pli recommandé, ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité, sous double enveloppe, contre récépissé.

La date limite de réception est fixée au 31 avril 1965, à 17 heures.

**DEPARTEMENT DE TIARET****Circonscription des ponts et chaussées de Tiaret****Revêtements en enduits superficiels**

ANNEE 1965

Deux appels d'offres ouverts sont lancés pour l'exécution des enduits d'usure sur les chaussées des routes nationales et des chemins départementaux.

Les quantités à exécuter sont de 195.400 m<sup>2</sup> pour les routes nationales et de 118.000 m<sup>2</sup> pour les chemins départementaux.



Les pièces nécessaires à la présentation des offres pourront être retirées au bureau de :

M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées  
de la circonscription de Tiaret - rue Bakhattou Ali, Tiaret

Les offres devront être adressées accompagnées de l'attestation de la caisse sociale, par poste sous pli recommandé ou déposées dans les bureaux de l'ingénieur en chef précité, sous double enveloppe.

— l'enveloppe extérieure portera la mention suivante :  
M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées  
circonscription de Tiaret, rue Bakhattou Ali, Tiaret

— l'enveloppe intérieure portera les nom et adresse du soumissionnaire ainsi que la mention « appel d'offres du 3 mai 1965 ».

La date limite de réception des offres est fixée au 3 mai 1965, à 18 heures.

L'ouverture des plis ne sera pas publique.

## CIRCONSCRIPTION DES PONTS ET CHAUSSEES DE CONSTANTINE

Arrondissement E.T.N.  
Affaire E. 1713. Y

Opération n° 52.11.031.08.52

VILLE DE CONSTANTINE

### CONSTRUCTION D'UN LYCEE DE GARÇON A BELLEVUE

#### I. — Objet de l'appel d'offres.

Un appel d'offres ouvert est lancé pour la construction d'un lycée de garçons à Bellevue.

Les entrepreneurs pourront soumissionner pour un, plusieurs ou pour la totalité des lots. Des groupements d'entreprises pourront se constituer représentés par un mandataire commun.

#### II. — Montant approximatif des travaux : 9.000.000,00 DA.

— 1 <sup>er</sup> lot : maçonnerie et gros œuvre	4.500.000,00 DA.
— 2 <sup>e</sup> lot : menuiserie fermeture	480.000,00 D.A.
— 3 <sup>e</sup> lot : ferronnerie serrurerie	460.000,00 DA.
— 5 <sup>e</sup> lot : plomberie sanitaire	580.000,00 DA.
— 7 <sup>e</sup> lot : électricité	1.110.000,00 DA.
— 8 <sup>e</sup> lot : peinture et vitrerie	270.000,00 DA.
— 9 <sup>e</sup> lot : étanchéité	320.000,00 DA.
— 10 <sup>e</sup> lot : ascenseur et monte charge	150.000,00 DA.
— 11 <sup>e</sup> et 12 <sup>e</sup> lot : voirie, réseaux divers	1.130.000,00 DA.

#### III. — Lieu de consultation du dossier.

Tous les jours de 8h. à 12h. et de 14h. 30 à 18h. sauf les samedis après midi, les dimanches et jours fériés dans les

bureaux de l'arrondissement fonctionnel des études et travaux neufs, 2, rue Sellami Silmane, Constantine.

Un exemplaire du dossier sera remis aux entrepreneurs qui en feront la demande à M. l'ingénieur d'arrondissement fonctionnel des études et travaux neufs.

#### IV. — Lieu et date limite de réception des offres :

Les offres seront adressées par pli recommandé à l'adresse suivante : M. l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, hôtel des travaux publics, 2, rue Raymonde Peschard, Constantine, et devront lui parvenir avant le 30 avril 1965 à 13 heures.

#### V. — Présentation des offres :

Les offres seront présentées sous double enveloppe cachetée.

L'enveloppe extérieure contiendra :

1°) une note indiquant les moyens techniques, le lieu, la date, la nature et l'importance des travaux que l'entrepreneur a exécutés,

2°) le certificat de qualification et de classification professionnel,

3°) deux certificats délivrés par des hommes de l'art,

4°) les attestations de mise à jour des caisses sociales auxquelles est affilié l'entrepreneur.

L'enveloppe intérieure contiendra le dossier et la soumission qui doit être établie sur papier timbré.

Le délai pendant lequel les candidats sont engagés par leurs offres est fixé à 90 jours.

## TRAVAUX COMMUNAUX

### COMMUNE DE BEN-BADIS

#### Arrondissement d'Oran

Un appel d'offres avec concours aura lieu prochainement pour l'exécution d'un abattoir communal dans la commune de Ben Badis.

#### Lot A. — Génie civil.

Montant approximatif des travaux : 92.000 D.A.

#### Lot B. — Matériel d'abattage.

Montant approximatif des travaux : 25.000 D.A.

Les concurrents désireux de participer à cet appel d'offres devront adresser leur candidature dans un délai de 15 jours à l'arrondissement du génie rural et de l'hydraulique agricole d'Oran, 10, boulevard de Tripoli, boîte postale 1.018, Oran.

Les concurrents préciseront dans leur demande d'admission les lots pour lesquels ils désirent soumissionner. Ils joindront à leur demande toutes références utiles en précisant en particulier les moyens dont ils disposent et les travaux déjà réalisés ainsi que l'attestation des caisses de sécurité sociale.

Les entrepreneurs admis à prendre part à cet appel d'offres seront avisés ultérieurement et recevront tout document utile pour présenter leur proposition.